

cyberpresse.ca

LA PRESSE

EXCELLENCE PERSONNALITÉ DE L'ANNÉE 2010

LE CŒUR À L'HONNEUR

Les humanitaires **Sylvain Couture, Vincent Echavé, Nicole Pageau** et **David Payne** ont été sacrés, hier, Personnalité de l'année 2010 *La Presse*/Radio-Canada. PAGES A10 ET A11

À LIRE AUSSI NOTRE CAHIER EXCELLENCE



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Sylvain Lafrance, vice-président principal des services français de CBC/Radio-Canada (à gauche), et Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse* et président de Gesca, entourent les lauréats David Payne, Sylvain Couture et Vincent Echavé. La quatrième lauréate, Nicole Pageau, était à l'étranger.

TUNISIE APRÈS LA JOIE, LA VIOLENCE

NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE,
LAURA-JULIE PERREAU PAGES A16 ET A17

Chaque année, des milliers de Québécois s'envolent vers le Sud pour s'offrir de jeunes filles ou de jeunes garçons en échange de sommes dérisoires. **Enquête sur un phénomène de société dérangeant.**

► ENQUÊTE
TOURISME SEXUEL QUÉBÉCOIS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

SABLE, SOLEIL ET SEXE SORDIDE

TEXTES HUGO MEUNIER, PHOTOS MARTIN TREMBLAY
PAGES A2 ET A3

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

BANC D'ESSAI D'AUTORADIOS

LE SON À FOND

La Presse a demandé au leader de **Karkwa** de tester la qualité des chaînes audio offertes dans des voitures grand public et haut de gamme.

Louis-Jean Cormier
PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

PIERRE-MARC DURIVAGE L'AUTO PAGES 12 ET 13

JEAN-CLAUDE DUVALIER DE RETOUR EN HAÏTI

« C'EST L'ÉCHEC DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE HAÏTIEN »

L'arrivée de l'ex-dictateur soulève de nombreuses questions et ravive de mauvais souvenirs chez beaucoup d'Haïtiens.

CAROLINE TOUZIN, ENVOYÉE SPÉCIALE EN HAÏTI PAGE A20



C'est sous haute protection que l'ex-dictateur a quitté l'aéroport de Port-au-Prince.
PHOTO HECTOR RETAMAL, AFP

68^e GALA DES GOLDEN GLOBES

DÉCOIFFANT, SYMPATHIQUE ET DÉCONTRACTÉ

 ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 ET 3

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**

On est prêt à accueillir Ben Ali à Québec, s'il veut bâtir un aréna. — Régis Labeaume

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



LES JETS TIENNENT PAROLE

MIGUEL BUJOLD
SPORTS PAGE 1

Mark Sanchez
PHOTO AP

RÉGIME DUNKAN MIRACLE OU PRISON?

VIVRE / ARTS ET SPECTACLES
PAGE 6

ESPACE DE DÉCOUVERTES

Radio-Canada.ca/musique

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

EXCLUSIF TOURISME SEXUEL EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



LE BORDEL CACHÉ DES QUÉBÉCOIS

Bon an, mal an, un demi-million de Québécois se rendent en République dominicaine. Parmi ces touristes qui profitent de la plage et du soleil, certains sont à la recherche de plaisirs illicites. Leurs demandes pour des services sexuels ont transformé certains lieux touristiques en véritables bordels à ciel ouvert. Comme à Boca Chica, centre de villégiature situé tout près de la capitale, Santo Domingo. Enquête-choc sur ces touristes sexuels québécois.



TEXTES HUGO MEUNIER
PHOTOS MARTIN TREMBLAY

BOCA CHICA — «*Chupa-chupa!*» lance la jeune fille sur le trottoir de la rue Duarte. Elle semble ne pas avoir plus de 13 ans. Son visage enfantin et son corps à peine développé trahissent son très jeune âge. «*Chupa-chupa!*» répète-t-elle en jouant maladroitement à l'aguicheuse. Elle extirpe de sa poche un vieux téléphone cellulaire et inscrit 1000 pesos – environ 30 dollars américains – sur l'écran. Son tarif pour un massage et une fellation. Une *chupa-chupa*.

L'offre a été déclinée, mais des milliers de *gringos*, dont bon nombre de Québécois, acceptent chaque année les faveurs sexuelles des prostituées de Boca Chica, petite station balnéaire de la République dominicaine, à quelques kilomètres de la capitale Santo Domingo.

Pour des sommes dérisoires, des garçons et des filles, dont plusieurs sont mineurs, s'offrent aux touristes qui déferlent dans cet endroit reconnu comme un haut lieu du tourisme sexuel au pays.

Contrairement à Puerto Plata ou Punta Cana, où la prostitution est moins visible, Boca Chica ne cache rien. Les palmiers, le soleil et la plage masquent à peine un bordel à ciel ouvert, où les touristes d'âge mûr se pavanent au bras de jeunes filles. Et plusieurs d'entre eux sont québécois.

■■■

Sous un soleil de plomb, trois Québécois font la fête sur la plage en compagnie de jeunes femmes. L'une d'elles est en sous-vêtements. L'un des trois comparses hèle notre photographe qui arpente la plage, son appareil en bandoulière.

Loin de se douter d'avoir affaire à un représentant de *La Presse*, il insiste pour se faire immortaliser avec ses amis en compagnie de leurs jeunes escortes. Une bouteille de rhum presque vide sur la table, le trio, originaire de Québec, tourne et retourne les filles dans tous les sens pour exhiber leurs postérieurs comme des trophées. L'un d'eux se mon-

tre plus insistant et soulève la jupe d'une fille pour lui retirer son string avec sa langue.

Les trois hommes se vantent de leurs prouesses sexuelles. L'un d'entre eux, qui possède un appartement à Boca Chica depuis 15 ans, raconte sa soirée passée à jouer à la roulette du sexe avec ses amis.

La roulette du sexe? Hilare, il explique le jeu: trois filles assises, nues, sur une table qui tourne. Trois hommes, debout, ont des relations sexuelles avec celle qui s'immobilise devant eux. «On a ri en estie! raconte-t-il. Eux autres, c'est leur première fois ici, je les initie», dit-il en désignant ses deux amis.

Sur le ton de la confiance, l'un d'entre eux raconte que les filles des villages reculés sont encore plus «chaudes». «Dans les terres en haut, là c'est personnel... c'est la maman et...» marmonne-t-il.

■■■

La rue principale de Boca Chica s'étire sur environ 150 mètres, où se succèdent les bars, les restaurants et les étals de cartes postales. Dès qu'un touriste y pose le pied, les prostituées foncent sur lui. Dans ce buffet ouvert, le touriste

peut assouvir ses moindres fantasmes. Des garçons de 8 ans. Des femmes de 30 ans. Mais surtout des adolescentes.

À l'aube de la haute saison, l'offre dépasse largement la demande. Les hommes sirotent leur verre, accompagnés d'une ou plusieurs prostituées. Des dizaines d'autres filles sont accoudées aux bars, assises sur des tabourets, tuent le temps en attendant les *gringos*.

Assis à une table, il y a Joël, 23 ans. Il dit travailler pour la *policia de turismo*, consacrée à la protection des touristes. Il arbore un petit badge sur son chandail. «Mon rôle est de m'assurer que les touristes ne manquent de rien», explique le jeune homme.

En vérité, Joël est un proxénète, un *chulo*, qui chasse les filles trop insistantes. Ces petits joueurs de la pègre locale proposent aux touristes d'aller dans les maisons de prostitution où, disent-ils, les filles sont plus jolies.

Au même moment, un policier baraqué circule entre les tables. Il échange un regard de connivence avec Joël.

Ici, le touriste est roi et maître. Il n'est jamais embêté.

■■■

Il y a une vingtaine de maisons de prostitution à Boca Chica. Des locaux exigus et miteux où s'entassent quelques canapés, un poteau d'effeuilleuses et un bar.

Dès qu'un touriste y arrive, une quinzaïne de filles se lèvent et se trémoussent autour de lui.

Des gardiens sont postés à la porte, d'autres sur le trottoir.

Les filles cessent de se dandiner lorsque le client montre du doigt la ou les filles de son choix. Tarif: 50\$US. Le prix inclut la chambre, les préservatifs.

Et la fille bien sûr.

Certains hôtels ferment également les yeux sur la prostitution. Pour environ 45\$US, les touristes peuvent ramener des filles dans leur chambre. Les prostituées doivent au préalable présenter une pièce d'identité à la réception, pour obtenir un bracelet qui donne accès aux services.

Les étranges déjeuners en tête-à-tête entre des hommes d'âge mûr et de toutes jeunes femmes font donc partie du décor dans plusieurs hôtels.

■■■

Plusieurs filles, au contact des touristes, ont appris à «baragouiner» plusieurs langues. La concurrence, féroce, précipite toutefois les discussions.

«Tu veux une fellation?» offre Sandra, qui dit être dans la vingtaine, mais en paraît le double.

Sandra amène ses clients dans un logement situé en retrait de la rue animée. Cette mère de famille passe ses semaines à Boca Chica et retourne voir ses deux enfants les week-ends.

Elle ne manque pas de travail, surtout en haute saison.

Carmelle, haïtienne, travaille à Boca Chica depuis quelques années. «Je fais l'amour avec les touristes», explique-t-elle, candide. Depuis le séisme, la République dominicaine s'avère la terre promise pour un grand nombre d'Haïtiennes.

Elle tire de son portefeuille une photographie de son fils de 4 ans. Ce dernier habite avec sa tante dans la capitale. Elle a déjà travaillé comme serveuse, mais elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts. «Je ne pouvais pas payer l'appartement, les factures.»

La prostitution est devenue sa planche de salut.



Aujourd'hui	Le bordel caché des Québécois
Demain	Les ravages du tourisme sexuel
Mercredi	Air Transat réagit



LES CANADIENS À BOCA CHICA « CE SONT DES ANIMAUX! »

HUGO MEUNIER

SANTO DOMINGO — Orgies, agressions, avarice : les Canadiens traînent une triste réputation en République dominicaine, d'après les témoignages de plusieurs travailleuses du sexe.

Des confidences rares, puisqu'elles n'auraient pas accepté de nous parler sur leur lieu de travail, par crainte de représailles. Ces entrevues ont été réalisées en marge d'un sommet sur la lutte contre le sida, organisé dans un hôtel de la capitale.

Ce jour-là, des centaines de personnes se sont entassées dans une salle de conférence. La moitié de la salle était remplie par des travailleuses du sexe.

Parmi elles se trouvait Virginia Perez, 30 ans. Elle a commencé à travailler à 13 ans à Sosua, où elle vit toujours avec ses deux enfants.

Violée par son père, la jeune femme a débuté dans le métier pour survivre, après avoir fugué. Elle a vite réalisé que le meilleur moyen de gagner de l'argent était de coucher avec les touristes. Virginia parle des Canadiens avec dédain. « Ce sont des animaux! peste-t-elle. Ils ne sont pas normaux. Un homme qui bat une femme est fou ou drogué. Leur comportement est souvent déplacé. »

Elle confie avoir été violée par des clients canadiens dans le passé. « Un homme m'a

ramenée à son hôtel. Une fois dans sa chambre, deux autres hommes attendaient. Ils ont abusé de moi... »

La voix brisée, Virginia interrompt son récit.

Bien sûr, elle aimerait changer de métier. Mais faute d'options, elle continue. Au nom de ses enfants. « Ils ne me jugent pas. Ils comprennent que je fais ça pour eux », laisse tomber Virginia.

Selon Jacqueline Montero, de MoDeMu (Movement of United Women), un des rares organismes dominicains consacrés à la défense des travailleuses du sexe, les touristes ont de loin les demandes les plus tordues. « Des orgies avec des enfants, des femmes et des hommes et parfois même des animaux sont exigées. Un homme a déjà offert 10 000 pesos (environ 270 dollars américains) à une femme pour la filmer en action avec un chien », soupire, dégoûtée, M^{me} Montero.

Le plus dur, avoue pour sa part Melany Guerrero, 20 ans, c'est de se dévêtir pour des touristes très âgés. « Je me sens honteuse. J'ai peur que mes enfants me jugent un jour », confie la brunette mère de deux enfants, qui vit depuis quelques années de la prostitution.

Fleur-Angel, 38 ans, travaille à Boca Chica depuis une quinzaine d'années. Selon elle, les Canadiens ont la réputation d'être radins et violents. « Ils sont les moins appréciés dans la profession », dit-elle.

Wendy, Anita et Elizabeth sont âgées de 16 à 18 ans. Elles débutent dans le métier, dans la ville portuaire de Haina. Les trois amies décrivent avec une désarmante naïveté le cercle vicieux dans lequel elles sont en train de s'embourber. « On baise uniquement avec des Dominicains, surtout pour se faire inviter dans des fêtes », explique Wendy, 16 ans. Les trois filles acceptent de se prostituer pour seulement 20\$US.

« On le fait juste pour avoir du plaisir. Moi, je veux être infirmière », assure Elizabeth, déjà mère de deux enfants. Mais il y a fort à parier que les trois amies imiteront Virginia, Melany et Fleur-Angel.

Elles aussi devront survivre.



« C'EST LÉGAL ICI! LÉGAL! »

HUGO MEUNIER

« Pour 5700 pesos (de 125 à 150 dollars américains), tu peux avoir une fille pendant deux jours. La plus belle de la place. »

Rencontré par hasard dans le hall d'un hôtel, Patrick, dans la trentaine, ne s'est pas fait prier pour raconter ses expériences sexuelles en République dominicaine.

Patrick habite Montréal. Il est en vacances à Boca Chica.

Petit, bedonnant, verres fumés, t-shirt noir, il se décrit comme un habitué de l'endroit.

Patrick ignore qu'il est en train de se confier à *La Presse*. En fait, il ne pose aucune question, trop content d'avoir un public pour se vanter de ses prouesses sexuelles.

Il dégaine son téléphone, sur lequel se trouvent des dizaines de fichiers de filles, classés par nom.

« Toutes les filles que tu croises sont prêtes à aller plus loin. J'ai dit à l'employée d'un hôtel que je voulais avoir du fun et je l'ai eu, elle et sa sœur. Je leur ai demandé leurs cartes d'identité. Elles étaient vraiment des sœurs! », dit-il. Patrick est un touriste sexuel d'expérience. « En Colombie, j'ai couché avec une mère et sa fille. »

Désinvolte, il est persuadé qu'il ne fait rien de mal. « C'est légal ici! Légal! » répète-t-il plusieurs fois.

L'image qu'il a des Québécoises est peu reluisante. « Au Québec, les filles ne savent pas ce qu'elles veulent. Ici, ce ne sont pas des féministes. Ici, elles aiment faire à manger et sont bonnes cuisinières. Et si tu leur demandes de t'attendre pendant que tu vas parler à ton ami, elles ne bougeront pas d'un poil. »

Malgré plusieurs appels à l'ambassade de la République dominicaine au Canada, nous n'avons pas pu obtenir de réactions. L'ambassade nous a finalement dirigés vers le Bureau du tourisme de la République dominicaine, qui s'est engagé à commenter notre série cette semaine.



VOYEZ NOS TROIS VIDÉOS-CHOC SUR CYBERPRESSE.CA

Des reportages inédits qui documentent le tourisme sexuel et ses ravages en République dominicaine, sur cyberpresse.com/tourismesexuel

**TOURISME SEXUEL
EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

cyberpresse.ca

ACTUALITÉS

EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES

Flaherty resserre encore les règles

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le ministre des Finances, Jim Flaherty, veut freiner l'endettement excessif des consommateurs canadiens avant que cela ne devienne un problème comparable à ce qui s'est produit aux États-Unis.

Pour la deuxième fois en moins d'un an, le ministre compte resserrer les règles régissant les emprunts hypothécaires, a appris *La Presse* hier. Ainsi, M. Flaherty annoncera ce matin qu'Ottawa réduira la période d'amortissement des prêts garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) de 35 ans à 30 ans, afin de contraindre les Canadiens à rembourser plus rapidement leur hypothèque.

En outre, le ministre des Finances réduira de nouveau la somme maximale que les ménages peuvent utiliser pour réhypothéquer leur maison. À l'heure actuelle, les propriétaires peuvent réhypothéquer leur maison jusqu'à concurrence de 90 % de sa valeur. La somme maximale passera à 85 %.

Enfin, M. Flaherty mettra un terme à la pratique de certains consommateurs dont le prêt hypothécaire est garanti



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, annoncera entre autres ce matin qu'Ottawa réduira la période d'amortissement des prêts garantis par la SCHL de 35 ans à 30 ans, afin de contraindre les Canadiens à rembourser plus rapidement leurs hypothèques.

par la SCHL et qui obtiennent des marges de crédit en utilisant la valeur de leur maison comme caution dans le but de financer divers achats ou de se payer des vacances.

Le ministre ne touchera toutefois pas à la mise de fonds requise pour acheter une mai-

son. Cette mise de fonds reste donc à 5 % de la valeur de la propriété.

«Le marché immobilier est bien réglé au pays. Ces règlements ont permis au secteur d'affronter la crise économique sans trop de difficulté et d'en sortir même plus fort

que tout autre secteur immobilier des pays du G7. Nous voulons toutefois prendre certaines mesures pour bâtir sur nos acquis et consolider ce secteur si important pour l'économie canadienne», a fait valoir à *La Presse* une source gouvernementale.

Avant la retraite

Au ministère des Finances, on estime que réduire la période d'amortissement contraindra les Canadiens à rembourser leurs hypothèques avant d'atteindre l'âge de la retraite. Certes, cette mesure aura pour effet de gonfler les paiements hypothécaires mensuels, mais elle permettra aussi aux propriétaires d'épargner des dizaines de milliers de dollars en frais d'intérêt.

«Nous voulons encourager les Canadiens à épargner davantage en modifiant les règles concernant l'amortissement de manière à les encourager à rembourser leurs hypothèques plus rapidement», a expliqué la même source.

Ces nouvelles mesures visant à resserrer les règles d'emprunt hypothécaire s'ajoutent à celles adoptées en avril dernier.

Depuis quelques semaines, M. Flaherty se montre de plus en plus inquiet de l'endettement record des Canadiens. Selon les plus récentes données compilées par Statistique Canada, les Canadiens sont maintenant plus endettés que les Américains, une première en 12 ans. Au Canada, le rapport d'endettement à l'égard du revenu personnel disponible atteint maintenant 148,1 %. Aux États-Unis, la dette des ménages représente 147,2 % de leurs revenus, selon la Réserve fédérale.



LE CHOIX LOGIQUE

L'attraction INTÉGRALE



À la location, le taux d'inscription au Registre des véhicules, les permis et les moulinets sont inclus. Immatriculation (prix vente selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres spéciales sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCC. Mention «Meilleur choix sécurité» pour tous les véhicules Subaru. Pour plus d'informations sur ces offres, visitez notre concessionnaire Subaru participant. Photo à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 janvier 2011.



LEGACY 2.5i 2011

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués : 24 000 km/année
km excédentaires : 0,10\$/km

Legacy, Outback et Forester disponibles en version PZEV



Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.

subaru-pzev.ca

À LA LOCATION[®]:

- Comptant exigé : 1 911,38\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de la location : 2 535,27\$ (taxes incluses)

De série sur la Legacy et la Outback 2011

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Coussins gonflables frontaux et latéraux aux places avant
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Lève-glaces électriques
- Vaste aire de chargement
- Freins ABS

OUTBACK 2.5i Commodité 2011

À LA LOCATION[®]:

- Comptant exigé : 1 640,13\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de la location : 2 340,17\$ (taxes incluses)

Meilleur choix sécurité[†]
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

Gamme Subaru 2011

Location à partir de
399\$
par mois/48 mois Taxes en sus

L'auto 2011
«Meilleur véhicule multiségment familial de l'année 2011»
OUTBACK 2011

L'annuel de l'automobile
«Meilleure voiture intermédiaire»
LEGACY 2011

Subaru est le fabricant japonais ayant connu la croissance la plus rapide en 2010, au Canada, pour une troisième année consécutive.

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU AUTO CENTRE
MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL
ADM AUTOMOBILES

SUBARU BROSSARD
BROSSARD

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES
DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD
BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU
ANJOU

Le NPD vise six sièges au Québec

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le NPD croit que le fruit est maintenant mûr pour faire de nouveaux gains au Québec aux prochaines élections fédérales. Les troupes de Jack Layton se sont fixé comme objectif de remporter la victoire dans au moins six circonscriptions dans la province au prochain scrutin.

Comme en 2008, le bouillant député d'Outremont, Thomas Mulcair, jouera un rôle de premier plan dans cette offensive visant à faire de nouveaux gains au Québec.

Le dernier coup de sonde mené par la firme CROP pour *La Presse*, publié en décembre, accordait 19 % des intentions de vote au NPD au Québec, presque autant que le Parti conservateur (20 %) et le Parti libéral (18 %). Le Bloc québécois arrivait bon premier avec 40 %.

«Je pense qu'une demi-douzaine de sièges au Québec est un objectif réaliste. C'est mon objectif. Il va y avoir des courses à quatre et avec 20 % d'appuis au Québec, on commence à gagner des sièges», a dit M. Mulcair dans une entrevue à *La Presse*.

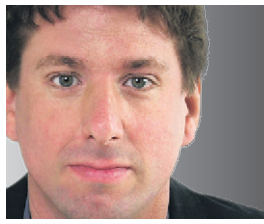
Au dernier scrutin, en octobre 2008, le NPD avait entretenu l'espoir de faire d'autres gains au Québec, mais il avait dû se contenter de la réélection de Thomas Mulcair dans Outremont. Le parti de Jack Layton avait récolté 12,5 % des voix.

La circonscription de Gatineau, en Outaouais, fait partie de la liste de sièges que convoite le NPD. Françoise Boivin, candidate néo-démocrate qui a bien failli faire mordre la poussière au député bloquiste Richard Nadeau, sera de nouveau sur les rangs.

Le NPD compte par ailleurs de plus en plus de Québécois au sein de son équipe. Récemment, Pierre Naud, ancien collaborateur de l'ex-ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes Benoît Pelletier, a été recruté pour occuper le poste de directeur adjoint aux communications stratégiques.

Les dirigeants du parti ont aussi confié à une Québécoise, Chantale Vallerand, le poste de directrice adjointe du NPD en novembre. Deux autres Québécois, Karl Bélanger et Marc-André Viau, sont de proches collaborateurs du chef Jack Layton.

Les coups à la tête



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

Au cas où vous ne le sauriez pas, le Québec est la seule province où les mises en échec au hockey sont interdites avant le niveau bantam (13, 14 ans). Ailleurs au Canada, on commence dès le niveau pee-wee (11, 12 ans).

Et ça agace plusieurs de nos experts locaux. Ils voudraient qu'on adopte la norme canadienne, pour que nos joueurs apprennent plus rapidement comment frapper et comment recevoir des coups.

La mise en échec fait partie du hockey depuis longtemps, l'empêcher dénature le jeu et défavorise les joueurs québécois, disent-ils. Les joueurs québécois ont ici et là la réputation d'être plus timides, et pour certains, ça vient de leur éducation trop tardive en matière de contact. Ils seraient donc désavantagés dans ce jeu où la combativité est nécessaire.

D'autres, plus ratoureux, nous disent que c'est même une question de sécurité pour les enfants: plus ils apprennent cela jeunes, plus ils en maîtrisent la technique et, donc, ils risquent moins de se blesser.

Une étude avait fait grand bruit il y a 10 ans, qui affirmait même qu'il y avait moins de blessures dans les provinces canadiennes permettant la mise en échec. Un journaliste de la CBC, en analysant les données tron-

quée par les chercheurs, avait démontré que c'était totalement faux et que, comme de raison, c'est là où il y a des mises en échec qu'il y a plus de blessures. Voilà maintenant qu'une nouvelle étude de l'Université de Calgary confirme cette évidence. Elle est citée par Michel Marois, qui publie un dossier sur le sujet depuis samedi dans *La Presse*. On a comparé le taux de blessures au Québec et en Alberta au niveau pee-wee. «Notre étude a montré que jouer dans une

mais bon, c'est ce qu'on a observé.

Bien sûr, on nous dira que c'est «seulement» dans le hockey deux lettres, supposément d'élite, qu'on permet les mises en échec. Mais d'abord, on en a tellement étendu le concept (AA, BB, CC) que ce n'est plus de l'élite du tout, et que cette catégorie est très large. Et ensuite, on changerait le règlement pour faire plaisir à qui? Pour la minuscule fraction qui aspire à la Ligue nationale? Il reste à démontrer qu'on a assassiné des Mozart

du hockey parce qu'on ne les a pas laissés se plaquer à 11, 12 ans.

Cet argument ne vaut pas une seule commotion cérébrale d'un enfant de 11 ans.

Les petits gars vous diront tous, d'ailleurs, qu'ils ont hâte de plaquer. Jusqu'à ce qu'ils se fassent «geler» dans la bande par un gros qui a eu sa poussée de croissance prématurément. Ou qu'ils voient un de leurs coéquipiers qui vomit 10 fois après s'être fait rentrer dans la bande, comme dans une équipe que je connais.

Et à voir ce qui se passe dans le hockey à tous les niveaux, même dans la LNH, le problème n'est pas vraiment l'âge auquel on enseigne les subtilités de la mise en échec. C'est plutôt ce qu'on en fait.

échec, c'est votre problème, y a toujours le ping pong...

...

C'est une sorte de bonne nouvelle, au fond, que le meilleur joueur de hockey du monde, Sidney Crosby, soit sur la touche depuis une semaine et demie à cause d'une commotion cérébrale à cause d'un coup sournois.

Peut-être finira-t-on un jour par établir dans le hockey une règle de responsabilité civile élémentaire: chacun est responsable des conséquences prévisibles de ses actes. On ne parle pas d'accidents. On parle d'intention de blesser. Au hockey, on peut faire ça «légalement». Le gars jouait la tête trop basse, tant pis pour lui!

En attendant que cette ligue évolue, vu que ça peut être long, il ne faudrait surtout pas que notre hockey mineur québécois marche à l'envers de l'histoire. On devrait être fiers de mieux protéger les jeunes joueurs.

Avec ce qu'on sait des commotions cérébrales, leurs conséquences potentiellement graves à long terme, ce serait irresponsable de décider d'envoyer des enfants à l'hôpital pour la gloire du sport national. C'est forcément ce qui se produirait chez les 11, 12 ans. On peut le prévoir.

Or, on est responsable des conséquences prévisibles de nos actions...

Pour joindre notre journaliste: Yves. boisvert@lapresse.ca

Avec ce qu'on sait des commotions cérébrales, leurs conséquences potentiellement graves à long terme, ce serait irresponsable de décider d'envoyer des enfants à l'hôpital pour la gloire du sport national.

Commission Bastarache Le rapport attendu mercredi

Pas de blâme, mais des critiques

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Mandaté en avril dernier pour tirer au clair les allégations de Marc Bellemare sur l'influence politique dans la nomination des juges, Michel Bastarache compte remettre mercredi son rapport au gouvernement Charest.

Il devrait être rendu public presque immédiatement – l'entourage du premier ministre ayant déjà fait savoir qu'il comptait en diffuser les conclusions dans les heures suivant le dépôt du document de 300 pages.

Les employés de la commission ont mis la dernière main au rapport, qui était prêt pour l'impression dès dimanche. Le porte-parole Guy Versailles doit aujourd'hui donner le scénario qui sera adopté pour le rendre public. Des décisions finales restent à prendre, mais une lecture à huis clos pour les journalistes est envisagée, avec la participation de procureurs de la commission qui répondraient aux questions.

Le premier ministre Charest a toutefois fait passer le message qu'il souhaiterait que l'ancien juge aille lui-même



PHOTO LE SOLEIL

On sait déjà que l'ex-juge Michel Bastarache ne compte formuler aucun «blâme» formel à l'endroit de qui que ce soit. Mais il ne faut pas pour autant conclure que tout le monde s'en sortira indemne.

présenter ses conclusions aux médias – cela avait été le cas pour la commission présidée par Pierre-Marc Johnson sur l'effondrement du viaduc de la Concorde, rappelle-t-on.

Blanchis? Pas si vite!

On sait déjà que l'ex-juge Bastarache ne compte formuler aucun «blâme» formel à l'endroit de qui que ce soit, puisqu'il n'a fait parvenir aucun préavis en ce sens au premier ministre Charest, à

Marc Bellemare, de même qu'aux financiers du PLQ Charles Rondeau ou Franco Fava.

Mais il ne faut pas pour autant conclure que tout le monde s'en sortira indemne, ont confié à *La Presse* des sources informées du contenu du rapport. La semaine dernière, plusieurs médias avaient déduit que Marc Bellemare et Jean Charest sortiraient «blanchis» de l'exercice compte tenu de l'absence de

blâme, une conclusion bien précipitée semble-t-il.

En vertu de son mandat, le juge Bastarache doit se prononcer sur les allégations lancées par Marc Bellemare au printemps dernier. Ce dernier avait soutenu que des responsables du financement au PLQ avaient une influence sur le choix des magistrats. Devant la commission, fin août, il avait accusé Jean Charest de lui avoir donné l'ordre d'obtempérer aux demandes de ces financiers. M^e Bellemare avait soutenu que plusieurs membres de son personnel étaient informés de ces pressions. La plupart, sauf un sous-ministre adjoint, George Lalande, étaient venus contredire sa version.

Du côté du gouvernement, on s'attend à ce que le juge observe qu'aucun fait n'est venu appuyer la version de l'ancien ministre de la Justice et que, du coup, sa crédibilité s'en trouve passablement amochée.

Quant au rôle de Jean Charest, les audiences de la commission ont démontré clairement que le processus de nomination des juges avait été modifié avec l'arrivée du PLQ au pouvoir en 2003. À la différence de ses prédéces-

seurs péquistes, le premier ministre Charest était informé des candidatures au préalable, et d'autres ministres que le responsable de la Justice pouvaient intervenir dans le processus de sélection. Chantal Landry, employée politique, notait même l'allégeance politique des candidats à l'aide de Post-it!

Il n'était pas possible hier soir de connaître le verdict du juge Bastarache sur ce changement de processus. Mais il était clair aux audiences que ces réflexions sur l'étanchéité du processus de sélection des magistrats étaient du plus haut intérêt pour l'ex-juge de la Cour suprême du Canada.

Avec le dépôt du rapport, ce sera la fin d'un processus douloureux pour le juriste acadien. Dès sa nomination en avril, les liens de son bureau, Heenan Blaikie, avec le gouvernement avaient fait la manchette. Son refus d'accepter le Parti québécois comme «participant» à la commission lui avait valu une autre volée de bois vert dans les médias. Par la suite, le procureur en chef, M^e Pierre Cimon, démissionna, dégoûté qu'on ait mis en cause son impartialité pour des contributions au Parti libéral du Québec.

AUJOURD'HUI

Regain de l'extrême-droite en Europe: comment expliquer ce phénomène?

Reportage: Anycq Béraud Réal.-coord.: Sébastien Perron

**MICHEL
DÉS AUTELS**
EN SEMAINE 15H



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/desautels

SANTÉ

Depuis 2006 dans les CHSLD de Montréal

Plus de 1700 lits fermés

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — L'agence de la santé et des services sociaux de Montréal a fermé plus de 1700 lits en CHSLD depuis 2006 même si des centaines d'âinés en perte d'autonomie attendent une place.

L'agence assure malgré tout qu'elle «répond à la demande». Or plusieurs groupes dénoncent un manque de places dans la métropole.

Selon de nouvelles données obtenues par *La Presse*, il y a 12 713 places dans les CHSLD publics et privés conventionnés de la métropole. C'est 1748 de moins qu'en 2006, une baisse de 12 %.

Et c'est sans compter la fermeture des unités de soins de longue durée dans les hôpitaux montréalais. L'agence a ainsi éliminé environ 500 lits depuis 2009. Un peu plus de 200 autres le seront d'ici juin.

Si l'agence a fermé des lits en CHSLD, c'est pour se donner les moyens de «diversifier l'offre de services» aux âinés, selon sa directrice générale adjointe, Louise Massicotte.

«On ne diminue pas de façon significative les places. On rééquilibre nos places», dit-elle. Elle fait valoir que 1193 places en ressources intermédiaires (RI) ont été créées au cours des dernières années. Cinq cents autres seront créées d'ici mars 2012.

Les RI sont des établissements privés qui accueillent des âinés ayant besoin de moins de trois heures de soins par jour. Les places en CHSLD sont réservées à ceux qui souffrent d'une plus lourde perte d'autonomie. Les résidents d'une RI sont

supervisés de façon constante, mais pas par une infirmière. Une RI est liée par contrat avec un CSSS qui fournit tous les services professionnels.

L'agence dit avoir réduit les places en CHSLD notamment en fermant des centres vétustes et en éliminant des chambres multiples.

«Avant, notre réflexe spontané était de dire que lorsqu'une personne a de la difficulté à rester à domicile, on l'oriente en hébergement. Aujourd'hui, on se demande ce qu'on peut faire pour que la personne reste le plus longtemps possible chez elle. Et si elle ne peut rester à domicile, on se demande si elle peut vivre dans une résidence privée ou si on peut l'orienter dans une ressource intermédiaire», explique Louise Massicotte.

Il reste que 2470 âinés en perte d'autonomie attendent une place en CHSLD à Montréal, selon des données qui datent d'août dernier. Parmi eux, 1420 se trouvent à domicile. Environ 450 occupent des lits à l'hôpital. Et 600 ont déjà une place dans un CHSLD, mais attendent d'en avoir une dans l'établissement qui était leur premier choix.

Dès que l'état de santé d'un âiné l'exige, «je peux vous garantir qu'il obtient une place» en CHSLD, dit M^{me} Massicotte. Mais elle reconnaît qu'«il peut arriver qu'il y ait des pics où on a de la difficulté à sortir des gens de l'hôpital» et à les accueillir en CHSLD. Ce sont des situations qui surviennent «momentanément», estime-t-elle.

Un plan «scandaleux»

Bien des groupes ont une lecture différente de la situation. Ils dénoncent le manque de places en CHSLD. «C'est le problème majeur qui existe dans le sys-



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Selon des données d'août dernier, 2470 âinés en perte d'autonomie attendent une place en CHSLD à Montréal.

tème. Pour l'instant, ce n'est pas encore très gros. Mais la vague s'en vient avec le vieillissement de la population. Et le réseau n'est pas prêt à ça», dit le directeur général du Regroupement provincial des comités des usagers, Pierre Blain. Comme toutes les personnes interviewées pour ce reportage, il ne remet pas en question l'idée de maintenir le plus possible les personnes âgées à domicile. Mais ce n'est pas une raison selon lui pour fermer des lits en CHSLD, car les besoins augmentent.

Le président du Conseil pour la protection des malades, Paul Brunet, trouve lui aussi illogique de réduire les places au moment où la population vieillit. «Est-ce qu'on se contente d'attendre que le monde meure dans les CHSLD pour donner des places à ceux qui sont sur les listes d'attente?

Je ne veux pas le croire. Mais si c'est le cas, c'est d'un cynisme condamnable», lance-t-il.

L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées trouve «scandaleux» le plan de l'agence de Montréal. Les 1420 âinés qui attendent à leur domicile ne reçoivent pas toujours des services suffisants des CLSC, selon le responsable du dossier santé, Jacques Fournier. Il ajoute qu'«une privatisation cachée est en cours». «L'agence fait une pression sur les familles. Elles finissent par être tannées d'attendre et sont forcées de se tourner vers le privé. Il y a des gens qui se ruinent.»

De son côté, la FADOQ de l'île de Montréal constate que «la clientèle s'alourdit» dans les RI faute de places suffisantes dans les CHSLD. Selon la directrice générale, Christiane

L'Écuyer, les RI vont devenir des «mouroirs» si elles ne sont pas mieux encadrées, si leur personnel n'est pas mieux formé. Elle ajoute que le gouvernement privilégie les places en RI plutôt qu'en CHSLD parce qu'elles sont moins coûteuses, environ 30 000 \$ par année, contre 50 000 \$ en CHSLD.

L'Association des ressources intermédiaires d'hébergement du Québec confirme que sa clientèle s'alourdit. L'État doit «donner les moyens suffisants (aux RI) pour satisfaire les besoins. C'est ce qui est important au départ, et ce n'est pas certain que ce soit fait, à Montréal y compris. Mais il ne faut pas paniquer non plus», affirme sa directrice générale, Martine Castonguay. Elle rappelle que les RI et Québec négocient le renouvellement d'une entente échue depuis 2008.

Catastrophes naturelles

Des conséquences psychologiques tenaces chez les enfants

BOUCHRA OUATIK

Les enfants affectés par des catastrophes naturelles peuvent encore avoir des conséquences psychologiques près de deux ans après les événements. C'est la conclusion de la psychologue de l'Université de Miami Annette La Greca, qui a étudié le stress post-traumatique chez des enfants touchés par un ouragan.

La chercheuse a suivi 384 enfants ayant survécu à l'ouragan *Charley*, qui a frappé la Floride en 2004 et fait 35 morts. Dans les mois après la catastrophe, plus du tiers d'entre eux ont présenté des symptômes de stress post-traumatique : cauchemars récurrents, tensions, tendance à être distraits, sentiment d'être incompris, difficulté à dormir, tristesse et peur.

L'étude a démontré que chez la grande majorité des enfants qui souffraient de stress post-traumatique 9 mois après les

La chercheuse a suivi 384 enfants qui ont survécu à l'ouragan *Charley*. Dans les mois après la catastrophe, plus du tiers d'entre eux ont présenté des symptômes de stress post-traumatique.

événements, les séquelles étaient toujours présentes après 21 mois.

L'auteure souligne que les méthodes d'intervention actuelles s'attardent aux

enfants immédiatement après la catastrophe, ou encore à ceux qui présentent des signes de stress post-traumatique après plus de deux ans. Cette étude vient démontrer la nécessité de faire un suivi psychologique à moyen terme, pour éviter que des séquelles persistantes ne se forment, explique la D^{re} La Greca.

Par ailleurs, les enfants qui ont bénéficié du soutien social de leurs pairs ont subi moins de conséquences psychologiques. Mais lorsque d'autres événements stressants survenaient durant les mois après la catastrophe, une séparation des parents par exemple, les difficultés de l'enfant étaient amplifiées.

Les résultats de cette étude ont été publiés dans le *Journal of Consulting and Clinical Psychology* en décembre.

La ruée vers l'or!

NOUS ACHETONS VOTRE OR ET ARGENT!

LES PLUS HAUTS PRIX DEPUIS DES ANNÉES

Aucun rendez-vous nécessaire

Bijoux, pièces de monnaie, lingots
Apportez-les aujourd'hui.

ACHAT SUR PLACE - PAS D'ATTENTE

EMPIRE

Lundi-vendredi, 10 h à 17 h

5500, rue Paré 514-737-6586

OFFRES DE PRINTEMPS

par AIRFRANCE

FRANCE À PARTIR DE 899\$ A/R

ESPAGNE À PARTIR DE 939\$ A/R

ITALIE À PARTIR DE 945\$ A/R

toutes taxes comprises
www.airfrance.ca

AIRFRANCE KLM DELTA Alitalia

Tarifs valables pour des départs de Montréal, Québec, Ottawa et Toronto entre le 7 mai et le 18 juin 2011. Émission des billets au plus tard le 9 février 2011. D'autres destinations et dates de départ sont disponibles à d'autres prix. Séjour minimum : un samedi soir à destination, maximum 3 mois. Un arrêt à Paris est autorisé sans frais additionnels. Tarifs applicables aux nouvelles réservations uniquement et sujets à changement sans préavis. Le prix inclut les taxes et surcharges et est sujet à variation selon le taux de change. Nombre de sièges limité. Modifications avant et après le départ : 250\$. Non remboursable. Des frais de services peuvent s'appliquer pour les billets émis au centre de services téléphonique. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

Magnifique survivante (2)



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

C'est elle qui a répondu. J'ai tout de suite reconnu sa voix. «Je vais bien!» Petite phrase banale qui pour elle ne l'est plus du tout.

Elle, Guylaine St-Onge. Mère de famille de 36 ans de Valleyfield. Elle a failli mourir des complications d'une grippe A (H1N1) attrapée en octobre 2009. Elle a passé plus de deux mois dans le coma, sous respirateur. Les médecins ne lui donnaient que 10% de chances de s'en sortir. Et ils craignaient qu'elle ne soit lourdement handicapée.

Guylaine a défié les pires pronostics. J'ai raconté son histoire l'an dernier à pareille date. Je l'avais rencontrée, avec son mari Gilles, dans sa chambre de l'hôpital Notre-Dame. De ces entrevues où il vaut mieux aller sans mascara. L'histoire bouleversante d'une vie ordinaire qui bascule. Un banal mal de gorge qui dégénère. C'était au moment où on commençait à parler de pandémie de grippe. Le A (H1N1)? Voyons donc! se disait Guylaine, qui avait toujours été en bonne santé. Elle trouvait que les gens s'en faisaient beaucoup trop avec cette grippe surmédiatisée qui, pour la majorité, a causé plus de peur que de mal.

Mais voilà que dans son cas les symptômes s'aggravaient sans cesse. Toux de

plus en plus creuse, vomissements, essoufflement. Arrêt cardiaque. Poumons gravement atteints. Terrible infection, doublée d'une surinfection pulmonaire au streptocoque A – la fameuse bactérie mangeuse de chair. Coma. Respirateur. Un rideau tiré sur le monde extérieur. Un mari tétanisé par l'inquiétude. Et trois enfants de 8, 6 et 2 ans, qui

fait défiler les images devant ses yeux fermés. Des images qui disaient: «Maman, on t'aime. On t'embrasse.»

Et puis, contre toute attente, après deux mois de coma, Guylaine a eu un regain de vie inespéré. C'était la semaine de Noël. Le réveil a semblé quasi miraculeux aux yeux de l'équipe des soins intensifs. Les deux filles de Guylaine ont pu venir à son chevet pour la première fois. Elle a réussi à rassembler tout ce qui lui restait de forces pour les saluer, leur promettre du regard qu'elle reviendrait les border.

À l'unité des soins intensifs, où tout va toujours très vite, personne n'a oublié cette magnifique

Et après? m'ont demandé plusieurs lecteurs depuis la publication de cette histoire. Comment va-t-elle? «Je vais super bien», me répète Guylaine. Le 20 janvier, cela fera un an qu'elle a quitté l'hôpital. Elle a gardé quelques séquelles. Son souffle est plus court. Ses pieds sont encore engourdis et douloureux. Elle a dû réapprendre à marcher. Au début, elle devait s'appuyer sur une canne. Elle avait du mal à s'agenouiller pour jouer avec son garçon qui a eu 3 ans en novembre. Mais dans le grand ordre des choses, ce ne sont finalement que des détails. «Je remercie le ciel tous les jours d'être encore en vie, dit-elle. Mes enfants, mon mari et ma

on est collés, collés», dit-elle, la voix lumineuse.

Son regard sur la vie a changé du tout au tout. Plus question d'attendre. Des fois, elle se sent un peu comme dans cette publicité où on voit des gens frappés par un cancer projetés dans les airs. Elle a peine à croire à sa propre histoire. Et elle se trouve chanceuse dans sa malchance.

Un mois après sa sortie de l'hôpital, ses proches ont organisé pour elle un grand party de retrouvailles. Retrouvailles avec ceux qu'elle aime, retrouvailles avec la vie. Au mois d'août, elle est retournée voir les gens de l'hôpital Notre-Dame qui l'ont soignée. Elle leur a apporté un panier avec du chocolat et une petite plaque pour leur dire merci. Les infirmières, émues de la revoir, l'ont trouvée belle.

Plus question d'attendre, donc. Guylaine et Gilles ont bu cette bouteille de champagne reçue à leurs fiançailles qu'ils n'avaient jamais osé ouvrir. En novembre, ils ont réservé leurs billets d'avion pour ce voyage en France en amoureux qu'ils n'avaient jamais osé s'offrir. Ce sera leur premier vrai voyage. Quatorze jours en mai dont ils rêvent déjà. Ils iront voir des châteaux. Ils iront boire du bon vin.

Et d'ici là, dit-elle, la famille compte juste profiter de la vie. «Pas besoin de partir en fou!» Prendre du temps pour soi. Prendre du temps pour s'arrêter avec les enfants. Se dire certains jours: «Aujourd'hui, on fait rien!» Et savourer ce rien.

Guylaine St-Onge se sent un peu comme dans cette publicité où on voit des gens frappés par un cancer projetés dans les airs. Elle a peine à croire à sa propre histoire. Et elle se trouve chanceuse dans sa malchance.

attendent à la maison une maman qui ne revient plus.

Au chevet de sa bien-aimée, Gilles, épuisé, m'avait raconté comment il avait tenté de tenir tête au vent. Il avait dû prendre congé de l'usine où il travaille. Pendant ces deux mois interminables où Guylaine était dans le coma, il lui a parlé sans savoir si elle l'entendait. Il lui a tenu la main, lui a fait les ongles, lui a massé les pieds. Il a prié. Il a allumé des lampions. Il a filmé les enfants, qui ne pouvaient être admis à l'hôpital, et a

survivante. «On a arrêté les médicaments et, instantanément, elle s'est réveillée, le regard clair. C'était stupéfiant», rappelle le D^r Tudor Costachescu, chef des soins intensifs du CHUM.

Depuis, pour fouetter le moral des résidents en médecine, le D^r Costachescu aime bien leur raconter l'histoire de Guylaine, dont la photo est encore épinglée devant sa chambre d'hôpital. Pour leur dire que parfois, même quand on perd tout espoir, même quand on doute, certains s'en sortent malgré tout.

famille m'ont aidée à passer au travers. Sans eux, je n'y serais sûrement pas arrivée.»

La vie a repris son cours normal tout doucement. Guylaine aurait aimé que tout aille plus vite. Qu'elle puisse quitter l'hôpital un matin et retrouver sa vie ordinaire le jour même. Elle aurait aimé pouvoir prendre tout de suite son petit garçon dans ses bras, mais il était trop lourd pour ses bras affaiblis. Elle avait l'impression qu'il la boudait, comme s'il sentait qu'elle l'avait abandonné. Avec le temps, tout est rentré dans l'ordre. «Maintenant,

Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

« La mère dit qu'il consomme pas.
Je la crois pas. »

30 VIES

CETTE SEMAINE 19H

AUTEURE : FABIENNE LAROCHE
RÉALISATEUR : FRANÇOIS BOUVIER

ACTUALITÉS

ÉMANATIONS DE GAZ DE SCHISTE

11 puits présentent un risque potentiel

CHARLES CÔTÉ

Du gaz s'échappe hors des événements prévus à cette fin dans le tiers des puits de gaz inspectés, selon une nouvelle réponse du ministère des Ressources naturelles aux questions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Cette réponse vient préciser un autre rapport, fourni en décembre, qui indiquait que des « émanations de gaz naturel » faisaient partie des « problèmes observés » dans 19 puits sur 31.

La semaine dernière, l'industrie a répliqué à la controverse soulevée par les

nes provenant d'un événement prévu à cette fin et d'autres provenant de « migration de gaz ».

Le premier type est considéré comme normal, et sans conséquence du point de vue de la sécurité. On en a observé dans 19 cas.

Le second type est celui qui peut poser des problèmes, soit « la migration de gaz vers un aquifère et la migration vers un endroit clos, ce qui peut occasionner une explosion », explique le Ministère.

Celui-ci affirme qu'il y a danger d'explosion seulement si certaines conditions sont réunies. Le gaz

Dans le cas de deux puits, les inspecteurs ont observé une concentration de 65 % de méthane. Des concentrations de 7 % à 50 % sont observées dans cinq autres puits. Dans un cas, la fuite a été observée à 10 mètres de la tête du puits. Dans les autres, elles se situaient à proximité.

Ces constatations ont déclenché une réaction du gouvernement.

« Dès que le Ministère a eu connaissance d'émanations de gaz de certains puits, les compagnies visées ont été contactées afin de les informer de la situation, de leur demander un rapport sur la situation et de les convoquer à une rencontre à être tenue dans les plus brefs délais, affirme le Ministère dans sa réponse au BAPE. Ces compagnies ont été rencontrées quelques jours plus tard. Un état de la situation (...) leur a été demandé. Il a également été exigé de ces compagnies de fournir au MRNF, dans les meilleurs délais, le suivi qu'elles comptent faire pour remédier à la situation et assurer la sécurité. »

Pour ce qui est des émanations en provenance des événements, le MRNF note que ses « principales conséquences » sont « l'émission de gaz à effet de serre » et la « perte de la ressource ».

À cet égard, le rapport indique des débits variant de 50 à 190 mètres cubes par jour. Mais l'information manque pour la plupart des puits, où les observations portent plutôt sur les concentrations en méthane ou la pression observée après la fermeture de l'événement.

Le MRNF reconnaît qu'il a du travail à faire pour don-



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Alors que les émanations provenant d'événements prévus à cet effet ne présentent pas de danger sur le plan de la sécurité, celles dues à des migrations de gaz peuvent mener à des risques d'explosion.

ner un portrait plus complet de cette question, cruciale pour évaluer l'impact de l'industrie sur les objectifs québécois de lutte contre les changements climatiques. « On n'a pas les quantités,

il n'y a pas d'uniformité là-dedans, on manque de données encore, dit Jancimon Reid, du MRNF. Il y a des choses que les sociétés font, des tests, qui vont donner des résultats plus précis. »

« On n'a pas les quantités, il n'y a pas d'uniformité, on manque de données encore. Il y a des choses que les sociétés font, des tests, qui vont donner des résultats plus précis. » — Jancimon Reid, du MRNF

informations de ce premier rapport en affirmant que toutes ces émanations étaient normales et sans conséquence. Entre autres, parce que le gaz s'écoulait par des événements conçus comme un dispositif de sécurité.

Cette fois, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) donne plus de précisions sur les observations de ses inspecteurs, qui ont visité les puits pendant l'automne 2010. Ces précisions sont contenues dans un document daté du 13 janvier et rendu public par le BAPE.

Les inspecteurs du Ministère ont observé deux types d'émanations: certai-

doit migrer dans le sol vers un endroit clos et atteindre une concentration se situant entre 5 % et 15 %. Il doit y avoir ensuite une source d'ignition, une étincelle.

Informations floues

On a observé 11 cas de migration de gaz sur 31 puits inspectés. Ces fuites ont été notées en termes de débit ou de concentration en méthane – ou gaz naturel.

Dans certains cas, les quantités de méthane sont faibles. Par exemple, on note que les fuites liées à un puits présentent une concentration de méthane de 0,08 %.

Dans d'autres cas, les fuites sont plus importantes.

EN BREF

Le PQ veut se rapprocher de l'UMP

Deux ans après la sortie de Nicolas Sarkozy contre les souverainistes québécois, le Parti québécois « normalise » ses relations avec l'UMP, parti du président français. La critique de l'opposition en matière de relations internationales, la députée péquiste Louise Beaudoin, s'est appliquée à rétablir le dialogue avec la droite à la faveur d'une mission à Paris qui s'est terminée en fin de semaine. M^{me} Beaudoin a évoqué le sujet au Sénat avec le vice-président de l'UMP, l'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin, mais aussi avec le secrétaire général adjoint du parti, Hervé Novelli. « Ce qui

est important, c'est de travailler avec le parti du président et ils le veulent aussi, c'est une volonté réciproque, a-t-elle expliqué. On est d'accord pour dire que des relations équilibrées doivent se former avec la droite. Ça n'a pas été le cas pour les raisons que l'on sait, mais aussi parce que le PQ était moins présent en France quand il était le deuxième parti de l'opposition. On demande seulement des relations normalisées avec l'UMP, comme ce n'était plus le cas. » — La Presse Canadienne

Duceppe a réveillé Bachand, selon Marois

La chef du PQ, Pauline Marois, affirme que c'est Gilles Duceppe

qui a réveillé le ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, sur la question de l'harmonisation des deux taxes de vente avec Ottawa. Le leader bloquiste a indiqué la semaine dernière qu'il n'appuierait pas le prochain budget fédéral s'il ne contenait pas les 2,2 milliards d'indemnités réclamés par le Québec. Depuis, M. Bachand a accentué la pression sur Ottawa pour qu'il transfère ces importantes sommes, attendues depuis des années. M^{me} Marois soutient que de nombreuses interventions à l'Assemblée nationale auront été nécessaires avant que Raymond Bachand mette de l'avant des « démarches un peu plus significatives ». — La Presse Canadienne

Action Privilégiée

5,5% de rendement

Dividende trimestriel

Valeur du capital et rendement sujets à changements

« **Parce que vous méritez plus** »

RR

GESTION DE CAPITAUX ROTHENBERG

Westmount (514) 934-0586

Pointe-Claire (514) 697-0035

Rive-Sud (450) 321-0215

Membre du fonds canadien de protection des épargnants.
www.rothenberg.ca

ACURA
DEVANT.
acuraquebec.ca

Acura... une résolution qui tient la route!

TL | 2011 | MOTEUR V6 VTEC[®] DE 280 CHEVAUX

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS **388\$*** COMPTANT DE 7 988\$

RABAIS À L'ACHAT DE **3 500\$***

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**

MDX | 2011 | AVEC **SH-AWD**

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS **598\$*** COMPTANT DE 9 488\$

RABAIS À L'ACHAT DE **4 000\$***

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

L'acheteur avisé lit les petits caractères: * Offre d'une durée limitée du 4 janvier au 31 janvier 2011 applicables à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TL 2011 (UABF2B) et MDX 2011 (YD2H2B) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 388 \$/598 \$ moyennant un versement initial de 7 988 \$/9 488 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le TL/MDX. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 96 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Les offres sont sujettes à approbation de crédit. † Les rabais de 3 500 \$/4 000 \$ sont applicables sur le prix d'achat avant les taxes sur les modèles Acura TL 2011 (UABF2B) et MDX 2011 (YD2H2B) respectivement. Cette offre s'applique aux livraisons au détail pour usage personnel seulement des modèles neufs achetés et livrés entre le 4 janvier et le 31 janvier 2011 chez les concessionnaires Acura participants et ne peut être combinée avec des taux subventionnés au financement ou à la location. Le concessionnaire peut vendre à plus bas prix. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

Double meurtre dans Lanaudière

ANABELLE NICOU

Deux personnes ont été tuées par balle samedi dans leur maison de Saint-Jean-de-Matha, dans la région de Lanaudière. C'est en début de soirée samedi que les policiers ont été alertés, par téléphone, de la mort de deux personnes. Un homme de 47 ans a été arrêté et devra répondre aujourd'hui au palais de justice de Joliette d'accusations de meurtre.

Le drame s'est produit dans une maison au bout d'un rang paisible de Saint-Jean-de-Matha. Selon les voisins, les victimes sont un homme et sa conjointe, deux retraités. « C'était des gens bien tranquilles. On se demande ce qui a pu se passer. C'est bien du malheur », regrette Claudine Brunet, proche voisine du couple.

Des gens « sans histoire »

Selon les voisins, le suspect est l'un des trois fils des victimes, une information que la Sûreté du Québec a refusé hier de confirmer. Léo Laflamme, qui vit dans le même rang, décrit des gens « tranquilles et sans histoire ». Selon lui, l'homme était un retraité de la police de Longueuil. Au bout du rang, la maison des victimes faisait face à celle d'un de leurs fils, tandis que le suspect vivait avec eux. « D'après moi, le fils a sauté une coche », avance Léo Laflamme.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Selon les voisins, le suspect est l'un des trois fils des victimes, deux retraités. Une information que la Sûreté du Québec n'a ni confirmée ni infirmée.

Cet homme de 47 ans était, selon plusieurs connaissances de la famille, un homme dépressif, ébranlé par une rupture amoureuse. Dans le passé, il avait tenu une salle de gym. Il n'est pas inconnu des services de police puisqu'il a été condamné deux

fois au cours des cinq dernières années pour conduite avec des capacités affaiblies et voies de fait.

Le couple avait un locataire sous son toit, un homme qui, hier, a refusé de commenter l'événement. « Je ne suis pas de la famille », a-t-il

dit, visiblement excédé, à *La Presse*.

Au village de Saint-Jean-de-Matha, la triste nouvelle s'est répandue rapidement, suscitant une certaine incompréhension. Joseph Beaulieu connaissait ce septuagénaire discret, un « bon gars », qui, pendant l'été, tenait

un stand au marché aux puces local. « C'était pour se désennuyer », croit-il.

La SQ laissait filtrer peu d'informations hier. Une seule certitude toutefois, c'est une arme à feu qui a enlevé la vie aux victimes de ce double meurtre.

EN BREF

Nouvelle convention collective à la STL

Les 500 chauffeurs d'autobus de la Société de Transport de Laval (STL) se sont dotés d'un nouveau contrat de travail hier. Les travailleurs se sont prononcés à 76 % en faveur de l'entente de principe conclue mardi par leurs dirigeants syndicaux. L'accord avait été effectué au terme d'une séance de négociations de 19 heures en présence d'un conciliateur. La précédente convention collective des chauffeurs de la STL était échue depuis le 31 juillet 2009. Malgré cela, les chauffeurs n'ont jamais eu recours au débrayage. Les négociations ont achoppé principalement sur la question du régime de retraite. « Notre régime avait un déficit actuariel. Il fallait absolument prendre des mesures pour en garantir l'avenir. Nous avons obtenu que l'employeur verse un million de dollars pour corriger la situation », a déclaré le président du syndicat, Richard Ouimet. Les chauffeurs bénéficieront également d'augmentations de salaire de 2 % par année. — Daphné Cameron

Avalanches dans l'ouest du Canada: trois morts

Des avalanches dans l'ouest du Canada ont fait trois morts pendant le week-end lors de deux incidents séparés, a-t-on appris hier soir de source policière. Samedi après-midi, deux hommes ont péri sous une avalanche au parc provincial Peter Lougheed, dans la région de Kananaskis, dans le sud-ouest de l'Alberta. Les sauveteurs n'ont pu récupérer leurs corps qu'hier matin. Hier, une autre avalanche a tué un skieur au parc provincial du Glacier Kokanee, dans la région de Kootenay de la province de Colombie-Britannique, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police fédérale, le caporal Dan Moskaluk. L'avalanche avait touché un groupe d'une quinzaine de personnes, a ajouté le porte-parole, qui n'était pas en mesure d'indiquer s'il y avait des blessés. La victime a pu être retirée de sous la neige par ses compagnons cinq minutes après la chute de l'avalanche, mais il n'a pas été possible de la réanimer. Les autorités canadiennes ont lancé plusieurs alertes ces derniers jours, informant les skieurs et les amateurs de la montagne que d'abondantes chutes de neige et des températures relativement clémentes créaient des conditions favorables aux avalanches. — Agence France-Press

ESTELLE | LOULOU

PENTHOUSE 5-0

CE SOIR 21 H 30

AUTEUR : RICHARD BLAIMERT
RÉALISATION : CLAUDE DESROSIERS

GALA LA PRESSE/RADIO-CANADA

UNE SOIRÉE POUR



Les humanitaires David Payne, Sylvain Couture et Vincent Echavé ont été nommés Personnalité de l'année, avec Nicole Pageau, qui n'était pas présente hier.



PHOTOS FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

PERSONNALITÉ DE L'ANNÉE 2010
LA PRESSE/RADIO-CANADA

UN CRI DU CŒUR POUR HAÏTI

GABRIEL BÉLAND

La 27^e Soirée Excellence La Presse/Radio-Canada, qui a récompensé hier les travailleurs humanitaires québécois, a été le théâtre d'un cri du cœur devant la misère qui sévit toujours en Haïti un an après le séisme.

« Si je suis ici ce soir (hier), c'est parce que cet honneur, je voudrais le dédier au peuple haïtien, a dit le médecin Vincent Echavé dans les studios de Radio-Canada. Je le dédie à Haïti et aux centaines de milliers d'Haïtiens qui sont toujours dans des camps. C'est inacceptable. »

Le Dr Echavé fait partie d'un groupe de quatre humanitaires nommés hier soir Personnalité de l'année 2010 La Presse/Radio-Canada. Sylvain Couture, Nicole Pageau, David Payne et lui ont été primés par le jury, mais c'était en quelque sorte tous les travailleurs humanitaires québécois qui étaient récompensés avec eux.

Spécialiste de la chirurgie thoracique, Vincent Echavé s'est précipité en Haïti après le séisme. Avec son équipe de l'Université de Sherbrooke, il a pratiqué jusqu'à huit opérations par jour dans un hôpital situé au nord de la capitale, Port-au-Prince. Plus d'un an après le séisme, il a tenu à envoyer un message aux gouvernements de la planète.

« Les Haïtiens sont fatigués. Je suis fatigué. Que les Haïtiens soient aux prises avec le choléra, c'est inadmissible. Des milliards ont été promis pour reconstruire le pays. Où est cet argent aujourd'hui? »

Sylvain Couture, aussi médecin, a été à la tête de l'hôpital de campagne des Croix-Rouge norvégienne et canadienne à Port-au-Prince. C'est aussi en Haïti que David Payne s'est engagé. L'ancien député péquiste travaillait à renforcer la démocratie aux côtés des élus haïtiens quand a eu lieu le tremblement de terre. Le directeur du Projet d'appui au parlement haïtien a aidé à sortir des cadavres des décombres du Palais national effondré.

Nicole Pageau est pour sa part tombée en amour avec le Rwanda après un voyage en 2004. Dix ans après le génocide, les plaies étaient toujours vives. Elle a décidé de s'installer dans le pays. Elle a mis sur pied un atelier de couture: il fallait redonner une raison de vivre à tant de femmes défaits. Aujourd'hui, cette humanitaire qui a longtemps œuvré dans le milieu communautaire a mis sur pied une clinique, une banque alimentaire, une garderie, un atelier de mécanique automobile...

Des parcours d'exception

La Soirée Excellence La Presse/Radio-Canada a aussi récompensé plusieurs Québécois qui se sont illustrés dans leur domaine en 2010. Le premier Canadien à remporter l'or olympique dans son pays, le bosseur Alexandre Bilodeau, a ainsi été honoré dans la catégorie Sports et loisirs.

Une médaille d'or qui a changé sa vie? « Ça changé mon horaire en tout cas », a répondu du tac au tac l'athlète qui a remporté samedi l'épreuve des bosses en duel au mont Gabriel.

Le chef Yannick Nézet-Séguin a atteint en 2010 les plus hauts sommets de l'opéra et du concert, ayant notamment dirigé *Carmen* de Bizet et *Don Carlo* de Verdi au Metropolitan de New York. Il a été nommé Personnalité de l'année dans la catégorie Arts, lettres et spectacles.

La Personnalité de l'année dans le domaine des Sciences humaines, des sciences pures et de la technologie est l'astrophysicien Olivier Daigle. À 33 ans, il a conçu la caméra numérique la plus sensible du monde, achetée par la NASA.

Gestionnaire à la tête du Groupe Dynamite, Anna Martini s'est quant à elle illustrée dans la catégorie Affaires, administration et institutions. La comptable de formation est à la barre d'un véritable petit empire de la mode, qui exploite aujourd'hui 262 boutiques à partir du Québec.

Finalement, la Personnalité de l'année dans la catégorie Courage, humanisme et accomplissement personnel est Léonie Couture. Fondatrice de La rue des femmes, M^{me} Couture travaille depuis 16 ans à sortir de la rue des femmes vulnérables, afin de leur offrir un nouveau départ.

Chaque semaine, La Presse et Radio-Canada saluent le parcours d'un homme ou d'une femme d'exception. La Soirée Excellence d'hier soir, animée par Patrice L'Écuyer, visait à récompenser les personnalités ayant le plus marqué 2010.

Le jury composé de recteurs d'universités québécoises, sous la présidence de la rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoïsette, avait donc à choisir parmi des dizaines de personnalités.

NE RATEZ PAS NOTRE CAHIER EXCELLENCE INSÉRÉ DANS LA PRESSE D'AUJOURD'HUI

VOYEZ NOTRE GALERIE DE PHOTOS sur cyberpresse.ca/excellence

L'EXCELLENCE
une inspiration de tous les instants

GALA LA PRESSE/ RADIO-CANADA

L'EXCELLENCE



Cœur de pirate, en performance hier soir lors de la Soirée Excellence.



Olivier Daigle a été nommé Personnalité de l'année dans le domaine des Sciences humaines, des sciences pures et de la technologie. Le jeune astrophysicien a conçu la caméra numérique la plus sensible du monde, achetée par la NASA.



Sylvain LaFrance, vice-président principal des services français, CBC/Radio-Canada, l'animateur de la soirée, Patrice L'Écuyer, et Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse*.



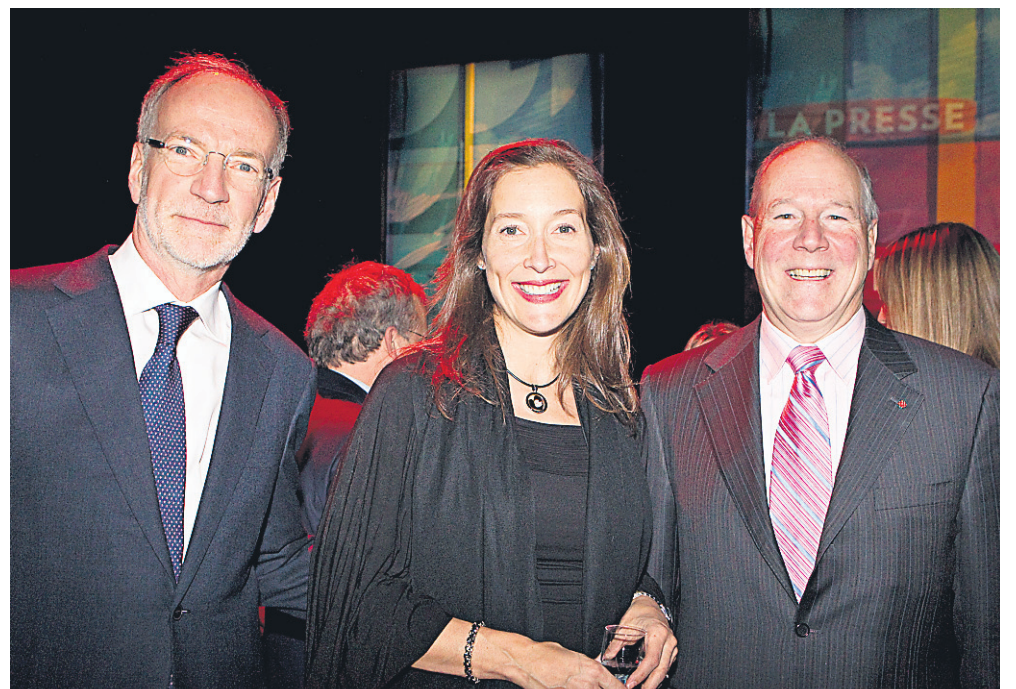
Le bossueur Alexandre Bilodeau, Personnalité de l'année dans la catégorie Sports et Loisirs.



Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse* et président de Gesca, Maryse Latendresse, auteure, et Jacques L. Duval, président du conseil de Marketel.



Raymond Royer, membre du conseil d'administration de Gesca et ancien président et chef de la direction de Domtar, France Denis, Gérard Veilleux, membre du conseil d'administration de Gesca et président de Power Communications, et Lisette Jean.



Hubert T. Lacroix, président-directeur général de CBC/Radio-Canada, France Margaret Bélanger et Timothy W. Casgrain, président du conseil d'administration de CBC/Radio-Canada.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

LIBAN

Le Hezbollah se défendra

Le Hezbollah « se défendra » contre toute accusation l'impliquant dans l'assassinat du dirigeant libanais Rafic Hariri, a affirmé hier son chef, Hassan Nasrallah. « Nous ne permettrons pas que notre réputation ou notre dignité soit salie, qu'on fasse l'objet d'un complot et qu'on nous fasse endosser injustement le sang de (l'ancien) premier ministre martyr Rafic Hariri », a-t-il déclaré dans un discours télévisé. Nasrallah a indiqué que le parti ferait savoir dans les prochains jours comment il allait se défendre. — AFP

PAKISTAN

Baisse des attaques de 20 %

Le nombre des attentats suicide et des autres attaques au Pakistan a reculé de près de 20 % l'an dernier, a rapporté hier le Pak Institute for Peace Studies (PIPS), groupe de réflexion indépendant. La menace de violences persiste cependant dans le pays. En dépit de ce déclin général, les attaques ont presque triplé en 2010 dans les deux plus grandes villes du pays, souligne le PIPS, signe que les militants exportent avec succès leur combat poursuivi dans le nord-ouest du pays le long de la frontière avec l'Afghanistan. — AFP

ÉTATS-UNIS

Des « questions sensibles »

Le président chinois Hu Jintao a indiqué hier dans la presse américaine que des « questions sensibles et des différences » pesaient sur la relation entre les États-Unis et la Chine, avant sa visite d'État cette semaine à Washington. Faiblesse du yuan, différends commerciaux, ventes d'armes à Taiwan, visite du dalaï-lama, prix Nobel de la paix à Liu, liberté de l'internet, Corée du Nord ou rivalités dans le Pacifique, la liste est longue des frictions qui ont émaillé la dernière année. — AFP

ITALIE

Berlusconi nie les allégations

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi s'est défendu hier d'avoir « jamais payé pour des rapports avec une femme », rejetant en bloc l'enquête sur l'affaire Ruby qui le vise à Milan pour prostitution de mineure et abus de fonctions. « C'est une chose qui ne m'est jamais arrivée, même pas une fois dans ma vie, je le considérerais dégradant pour ma dignité », a déclaré M. Berlusconi, qui est soupçonné d'avoir versé de l'argent à une jeune Marocaine surnommée Ruby, pour des relations intimes alors qu'elle était mineure. — AFP



Silvio Berlusconi

PHOTO REUTERS



HONDA

838 151 Civic plus tard

Voiture la plus vendue au Canada pour une 13^e année consécutive

Financement disponible à partir de à l'achat ou à la location sur 24 mois **0,9%**[†]



Civic berline DX 2011

en location

0\$ | **218\$***

comptant

60 mois

Transport et préparation inclus

Civic berline SE 2011 édition spéciale

2500\$**

de caractéristiques sans frais :

- Toit ouvrant
- Roues en alliage de 16 pouces
- Intérieur sport



L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

*Le taux de financement de 0,9 % à l'achat ou à la location est disponible pour tous les modèles Civic. Accord (sauf CrossTour) et CRV 2011, pour des termes allant jusqu'à 24 mois. **L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2011 neuve (modèle F41E2BEX). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 395 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 16 385 \$, transport et préparation inclus. ** En comparaison avec une berline Civic DXG 2011. Calcul basé sur une valeur estimée, établie par Honda, en utilisant une formulation concurrentielle des prix, ainsi que l'expérience propre à Honda en matière de politique de prix. Veuillez consulter votre concessionnaire afin d'obtenir des informations plus précises. Les taxes et droits, assurances, immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.



LA RECRUE DE L'ANNÉE

ACHETEZ
POUR AUSSI PEU QUE
13 950 \$*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

La nouvelle
MAZDA2 GX 2011
5 portes



Modèle GS illustré

ET OBTENEZ

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 48 MOIS[†]



**MEILLEURE NOUVELLE
SOUS-COMPACTE**
SELON LE GUIDE DE L'AUTO^{MC} 2011

LA LÉGENDE

MAZDA3 2011



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT 2011



Modèle GT illustré



POUR UNE 8^e ANNÉE CONSÉCUTIVE
LE MEILLEUR ACHAT
SELON LE GUIDE DE L'AUTO^{MC} 2011

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS^{††}

FAITES PARTIE DE L'ÉQUIPE GAGNANTE.

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

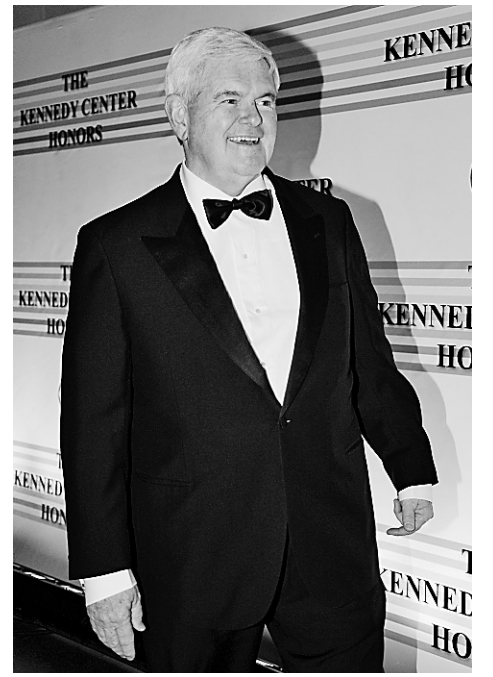
PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Le prix de 13 950 \$ annoncé pour la Mazda2 GX 2011 (B5XB51AA00) inclut les frais de transport et de préparation (1 395 \$). La Mazda2 GS 2011 (B5SB51AA00) telle qu'illustrée dans l'annonce représente un PDSF de 19 690 \$, incluant les frais de transport et de préparation (1 395 \$), la taxe d'accise sur le climatiseur (100 \$) et les frais d'inscription au RDPRM (66 \$). Taxes en sus pour ces offres. † Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 48 mois est disponible sur la Mazda2 GX 2011 à BM sans air climatisé (B5XB51AA00). Selon une entente type pour une Mazda2 GX 2011 au prix de 13 950 \$ avec un financement de 13 000 \$ à un taux de 0 % par an, le total des frais de financement étalés sur 48 mois est de 0 \$, les mensualités sont de 270,84 \$ et le coût de l'emprunt totalise 13 000 \$. L'immatriculation, les assurances, la TPS/TVO et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est disponible sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. †† Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 60 mois est disponible sur tous les modèles Mazda3 2011, excluant la MazdaSpeed3. Selon une entente type pour une Mazda3 GX 2010 au prix de 13 975 \$ avec un financement de 13 000 \$ à un taux de 0 % par an, le total des frais de financement étalés sur 60 mois est de 0 \$, les mensualités sont de 216,67 \$ et le coût de l'emprunt totalise 13 000 \$. L'immatriculation, les assurances, la TPS/TVO et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est disponible sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. Les offres sont valides entre le 5 et le 31 janvier 2011, selon la disponibilité des stocks. Il se peut que le concessionnaire ait à passer une commande. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le www.mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



PROGRAMME
POUR DIPLÔMÉS

MONDE



Quatre candidats potentiels à l'investiture du Parti républicain en vue de l'élection présidentielle de 2012: Mike Huckabee, Sarah Palin, Mitt Romney et Newt Gingrich.

PHOTOS REUTERS ET GETTY IMAGES

Qu'attendent les candidats républicains à la présidence ?



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Il y a quatre ans moins un jour, Barack Obama confirmait ses ambitions présidentielles en annonçant à ses partisans la formation d'un « comité exploratoire », une organisation qui permet de récolter des fonds et de sonder le terrain avant le lancement officiel d'une campagne à la Maison-Blanche.

« Le peu d'empressement des républicains à faire campagne activement confond à peu près tout le monde. » — Cary Covington, politologue à l'Université d'Iowa

Quatre jours plus tard, Hillary Clinton lui emboîtait le pas, ajoutant son nom à une liste de candidats présidentiels qui comprenait déjà six démocrates et huit républicains, dont John Edwards, Joseph Biden, Bill Richardson, John McCain, Mitt Romney et Rudolph Giuliani.

« Je ne pensais pas me retrouver dans cette situation

il y a un an, mais depuis que j'ai parlé à beaucoup d'entre vous dans mes voyages partout au pays, j'ai été frappé de voir que nous avons tous faim d'un autre genre de politique », avait expliqué Barack Obama dans un message vidéo.

« J'y vais, et j'y vais pour gagner », avait répliqué Hillary Clinton dans sa propre annonce sur l'internet.

Les caucus en Iowa et les primaires du New Hampshire, étapes inaugurales des courses aux investitures démocrate et républicaine, ne devaient avoir lieu qu'un an plus tard. Mais déjà, les médias américains et internationaux se passionnaient pour cette course à la Maison-Blanche qui allait peut-être

sortant. Mais il s'explique mal chez les républicains, où seul Herman Cain, ex-homme d'affaires devenu animateur d'un talk-show radiophonique, a confirmé son intention de briguer la présidence.

Pendant ce temps, les candidats potentiels les plus connus au sein du parti républicain, les Sarah Palin, Mitt Romney, Mike Huckabee, Newt Gingrich et Tim Pawlenty, continuent à tourner autour du pot, comme si rien ne pressait. Comment expliquer leurs atermoiements ?

« Le peu d'empressement des républicains à faire campagne activement confond à peu près tout le monde, répond Cary Covington, politologue à l'Université d'Iowa. Dans notre État, par exemple, on a toujours considéré qu'il était avantageux de commencer le plus tôt possible à engranger les délégués. Il est donc difficile de comprendre pourquoi les candidats ne sont pas déjà en train de courtiser les présidents du Parti républicain de chaque circonscription. »

Explications

Deux facteurs pourraient expliquer les hésitations des aspirants républicains à la Maison-Blanche, selon Cary Covington. Le premier tient à l'économie américaine. Plusieurs candidats attendraient de connaître son évolution avant de se lancer en campagne,

sachant qu'une reprise soutenue rendrait Barack Obama presque imbattable.

« Reagan était dans une position encore pire qu'Obama dans les sondages au même stade de sa présidence, et pourtant il a été réélu par un raz-de-marée en 1984 », rappelle le politologue.

L'autre facteur tient à Sarah Palin, qui poursuit sa réflexion sur l'opportunité de briguer l'investiture républicaine.

« Je soupçonne tout le monde de l'observer et d'attendre de voir ce qu'elle fera, soutient Cary Covington. Cependant, je ne pense pas que cela soit une bonne stratégie, car si elle se lance dans la course, elle monopolisera l'attention des médias et privera les autres candidats d'oxygène. »

Il se peut aussi que les plus récents sondages fassent refléchir certaines têtes d'affiche républicaines. Non seulement le taux d'approbation du président a-t-il fait un bond à la suite de ses succès législatifs de décembre, mais sa cote s'est également améliorée à l'égard des candidats potentiels du Parti républicain.

Ainsi, si l'élection présidentielle avait eu lieu la semaine dernière, Barack Obama aurait battu Mitt Romney par 13 points, Mike Huckabee par 12 points et Sarah Palin par 16 points, selon un sondage du Marist Institute for Public Opinion.

Il faut évidemment prendre avec un grain de sel les sondages réalisés à près de deux ans du scrutin présidentiel. Après tout, Barack Obama ne tirait-il pas de l'arrière par 24 points sur Hillary Clinton dans un sondage réalisé auprès des électeurs démocrates et indépendants après son annonce du 16 janvier 2007 ?

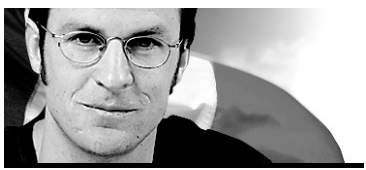
Ce qui nous ramène à cette question confondante: qu'attendent donc les candidats républicains pour se mouiller ?

FUSILLADE DE TUCSON: UNE VICTIME ARRÊTÉE

Un homme qui avait été blessé au genou dans la fusillade de Tucson la semaine dernière a été arrêté samedi après avoir menacé un élu local du Tea Party lors d'un rassemblement télévisé. James Eric Fuller se serait agité lorsque Trent Humphries a proposé de reporter après l'enterrement des victimes de la fusillade toute discussion sur le contrôle des armes. Selon des témoins, Fuller a alors pris une photo

d'Humphries et déclaré: « Tu es mort. » La fusillade de Tucson, le 8 janvier, a fait six morts et 14 blessés, dont la représentante démocrate Gabrielle Giffords. D'ailleurs, l'état de santé de cette dernière s'améliore, selon la sénatrice Kirsten Gillibrand, qui lui a rendu visite à l'hôpital. M^{me} Gillibrand a déclaré que sa collègue et amie avait fait des « progrès extraordinaires ». — AFP

La consécration de Marine Le Pen



MARC THIBODEAU
PARIS

Le Front national a officiellement remplacé hier son sulfureux chef historique, Jean-Marie Le Pen, par sa fille Marine.

La nouvelle présidente de la formation d'extrême droite, en hausse dans les sondages, a reçu l'appui de près de 70 % des militants consultés,

Marine Le Pen évite généralement les déclarations à l'emporte-pièce associées à son père. Elle n'en martèle pas moins les mêmes thèmes.

devançant facilement son seul adversaire, Bruno Gollnisch.

« Les plus beaux jours sont ceux que nous allons vivre », a annoncé triomphalement la politicienne de 42 ans lors du discours de clôture du congrès du parti, qui se déroulait depuis deux jours à Tours.

Elle a affirmé que les élections cantonales prévues au printemps seraient la « première étape » de la marche vers le pouvoir du Front national, qui fait de la lutte contre l'immigration et l'insécurité ainsi que de la défense de

l'identité française de bataille ses thèmes de prédilection.

« Notre nation est en proie à la dislocation (...). Nos valeurs de civilisation, nos traditions, comme nos modes de vie ou nos coutumes, sont contestés dans de nombreux endroits: dans les écoles, dans les lieux publics, dans des quartiers entiers », a déclaré M^{me} Le Pen, après avoir salué le « fair-play » de son adversaire.

M. Gollnisch, collaborateur de longue date de Jean-Marie Le Pen, a indiqué qu'il avait refusé le poste de premier vice-président, préférant laisser les « coudées franches » à une nouvelle équipe.

La veille, les deux candidats ont écouté avec émotion le discours du président sortant du Front national, qui a repris ses thèmes populistes de prédilection dans un discours fustigeant « la déchéance » de la France.

Jean-Marie Le Pen a affirmé que sa formation avait fait l'objet par le passé d'une « véridique persécution orchestrée par la police de la pensée ».

Le fondateur du Front national, âgé de 82 ans, a multiplié les controverses au fil des ans et s'est souvent retrouvé devant les

tribunaux pour des déclarations racistes ou antisémites.

Il a connu son moment de gloire en 2002 en arrivant second au premier tour de l'élection présidentielle. Le candidat de la droite traditionnelle, Jacques Chirac, l'avait écrasé au second tour.

La formation avait fortement chuté en 2007 après que le futur gagnant du scrutin présidentiel, Nicolas Sarkozy, eut ouvertement courtoisé les électeurs de l'extrême droite par un discours musclé sur l'immigration. Elle a rebondi aux élections régionales de 2010, profitant du climat de morosité qui règne dans le pays et de la désaffection envers le chef d'État.

Marine Le Pen, qui est souvent invitée par les médias du pays, évite généralement les déclarations à l'emporte-pièce associées à son père. Elle n'en martèle pas moins les mêmes thèmes.

Selon un récent sondage, elle remporterait près de 18 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, prévue en 2012. Ses idées sont notamment appréciées par une fraction croissante des membres de l'UMP, parti du président Sarkozy.

Vives réactions

La victoire de la benjamine de Jean-Marie Le Pen a suscité une mise en garde immédiate de l'UMP. « C'est toujours la même extrême droite, toujours le même Front national », a déclaré le



PHOTO MIGUEL MEDINA, AFP

La nouvelle présidente du Front national, Marine Le Pen, hier lors du congrès du parti à Tours. « Les plus beaux jours sont ceux que nous allons vivre », a-elle déclaré triomphalement lors de son discours de clôture.

ministre du Travail, Xavier Bertrand.

La politicienne d'extrême droite « exacerbe » les peurs et les haines sans avoir « la moindre solution aux problèmes auxquels font face les Français », a relevé M. Bertrand, qui exclut toute alliance avec l'extrême droite.

Il y a quelques mois, des élus de l'UMP avaient évoqué la possibilité de procéder à des alliances stratégiques avec le Front national mais s'étaient vu rapidement rappelés à l'ordre.

Du côté du Parti socialiste, l'heure était aussi aux avertissements hier. « L'emballage est plus séduisant parce que c'est une femme. Mais quand on regarde les thèses du Front

national version M^{me} Le Pen, elles sont extrêmement violentes », a noté l'ancien premier ministre Laurent Fabius.

L'ex-candidate présidentielle Ségolène Royal a souligné que la nouvelle chef de l'extrême droite était une candidate « plus crédible et plus dangereuse » que son père.

« Face au Front national, les socialistes doivent être en ordre de marche », a prévenu la politicienne, qui entend participer à l'automne aux primaires prévues pour désigner le candidat de la formation de gauche. Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Khan, est donné favori pour l'instant par les sondages.

TUNISIE APRÈS LA JOIE, LA VIOLENCE

Après la révolution orange en Ukraine, des roses en Géorgie et du cèdre au Liban, c'est aux Tunisiens de baptiser le mouvement populaire qui a causé la chute du président Ben Ali : la révolution de Jasmin. Cependant, en arrivant à Tunis, notre envoyée spéciale a pu constater que les lendemains du départ du dictateur ne se vivent pas que dans la joie. Une vive tension plane dans l'air alors que pillages et violences inquiètent une population néanmoins enthousiaste.



LAURA-JULIE PERREAULT
ENVOYÉE SPÉCIALE
TUNISIE

TUNIS — Belle avenue bordée d'arbres et de majestueux immeubles blancs, l'artère principale de Tunis, l'avenue Habib Bourguiba, a l'air ces jours-ci d'un champ de bataille.

Des chars d'assaut y sont déployés en permanence. Des hommes armés, certains en uniforme, d'autres en civil, en surveillent l'accès.

Alors que vendredi, des dizaines de milliers de Tunisiens enthousiastes ont envahi cette avenue pour demander

le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali, peu de curieux s'y aventureraient hier.

Ceux qui s'y risquaient le faisaient à leurs risques et périls. À plusieurs reprises, hier après-midi, des coups de feu y ont retenti, forçant des dizaines de personnes à prendre la fuite et à se barricader dans la première maison accessible, y compris l'auteur de ces lignes, qui a été recueillie par deux bons Samaritains.

Aux dires de l'armée, deux tireurs à vue campés sur des toits ont été abattus par ses troupes. Trois Allemands et deux Suédois en possession d'armes ont aussi été arrêtés dans le même secteur.

Tension d'après-règne

La tension est palpable au centre-ville de Tunis depuis que le dictateur tunisien, au

pouvoir depuis 23 ans, a quitté le pays pour l'Arabie Saoudite.

L'armée, qui a pris le parti des citoyens qui protestaient contre le chômage, le coût de la vie et le régime autoritaire de Ben Ali depuis un mois, tente tant bien que mal de maîtriser la situation.

Cependant, autant samedi qu'hier, les pillages et les actes de violence se sont multipliés dans plusieurs parties du pays. Des magasins appartenant à des membres de la famille du président et de sa femme, Leïla Trabelsi, ont été saccagés. Idem pour une banque et la gare centrale de Tunis. À Monastir, sur la côte, l'incendie d'une prison a fait plus de 40 morts. Hier soir, des échanges de coups de feu ont aussi eu lieu devant le Palais présidentiel.

Dans une déclaration téléphonique à la télévision publique

hier soir, le premier ministre Mohammed Ghannouchi, qui devrait annoncer aujourd'hui la composition du nouveau gouvernement, a averti que les autorités de transition ne feraient preuve d'« aucune tolérance » envers ceux qui sèment le chaos dans le pays.

Des milices pro-Ben Ali?

Plusieurs soupçonnent des milices armées, fidèles au président déchu, d'être responsables de la majorité des actes de violence des derniers jours. Hier, en entrevue à la télévision française, l'ambassadeur démissionnaire de la Tunisie auprès de l'UNESCO, Mezri Haddad, a accusé Ben Ali d'avoir « planifié l'anarchie » en finançant et armant ces milices.

L'armée a arrêté hier l'ancien ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj, responsable des



PHOTO AP



PHOTO AFP



PHOTO AFP



PHOTO AFP

La tension est palpable au centre-ville de Tunis depuis que le dictateur tunisien, au pouvoir depuis 23 ans, est parti pour l'Arabie Saoudite. Samedi et hier, les pillages et les actes de violence se sont multipliés dans plusieurs parties du pays. Alors que certaines rues étaient désertes, des Tunisiens ont profité de l'ouverture de quelques commerces pour faire des provisions.

Héros de l'air, héros de l'heure

LAURA-JULIE PERREAULT

VOL PARIS-TUNIS — Il arrive, à la fin d'un vol, que les passagers applaudissent un bel atterrissage. Mais rarement voit-on des passagers ovationner le pilote avant même qu'il n'ait décollé. C'est pourtant le tout nouveau sort réservé à Mohamed Ben Kilani, pilote de Tunis Air, par ses concitoyens tunisiens.

« Cet homme est un héros », a expliqué à *La Presse* un des passagers d'un vol Paris-Tunis samedi après les longs applaudissements. « Il a refusé de laisser monter à bord la famille de Ben Ali alors qu'ils essayaient de fuir le pays. »

Flatté par l'attention de ses concitoyens, M. Kilani,

37 ans, a improvisé une petite conférence de presse dans l'habitacle de son avion et raconté le vol Tunis-Lyon qu'il a piloté vendredi.

Ce jour-là, alors que tous ses passagers étaient à bord,

« Je n'ai pas pu participer aux manifestations, mais je tenais à faire quelque chose. Mon geste était un geste tunisien. » — Mohamed Ben Kilani, pilote de Tunis Air

les contrôleurs lui ont appris que cinq personnes supplémentaires voulaient prendre part au vol.

Habitué au passe-droits que recevaient quotidiennement les proches du président

Zine el-Abidine Ben Ali et de sa femme, la riche Leïla Trabelsi, Mohamed Ben Kilani a refusé d'obtempérer. « Je n'ai pas pu participer aux manifestations, mais je tenais à faire quelque chose.

Mon geste était un geste tunisien », souligne-t-il, en notant que son équipage l'a épaulé dans sa décision. « Jamais je n'aurais laissé monter la racaille sur mon avion », ajoute-t-il en aparté, notant

qu'il ignore le sort qui a été réservé aux passagers qu'il a refusés.

Une heure après cette décision, l'armée encerclait l'aéroport. Dans la même journée, le régime du président Ben Ali tombait et le leader déchu s'envolait vers l'Arabie Saoudite.

Tour du web

La nouvelle du geste de défiance du pilote Ben Kilani s'est répandue sur le web comme une traînée de poudre. Il fait maintenant partie d'une poignée de nouveaux héros de la révolution de Jasmin. « En Tunisie, le téléphone arabe fonctionne vraiment très bien », a dit en souriant Sandrine Hidar, Tunisienne

d'adoption, alors qu'une dizaine de passagers et de journalistes prenant place à bord du vol de M. Kilani se pressaient les uns contre les autres pour l'entendre parler et prendre sa photo.

La rumeur déformée voulait que M. Kilani se soit fait tabasser après avoir pris cette décision, mais le pilote a nié avoir été victime de quelconques représailles.

C'est en arrivant à Tunis que le pilote, héros de l'heure dans un pays qui tourne le dos à 23 ans de dictature, a reçu son plus bel accueil. Venu le chercher à l'aéroport à l'aube, son père n'a pas dit un mot. Il l'a simplement regardé intensément avant de l'embrasser longuement.

TUNISIE APRÈS LA JOIE, LA VIOLENCE

LES DENTS

services de police pendant la répression des manifestations du dernier mois, qui a coûté la vie à au moins 66 civils.

Il a aussi été annoncé hier que l'ancien chef de la sécurité de Ben Ali, le général Ali Seryati, a également été appréhendé et sera accusé d'avoir menacé la sécurité nationale et provoqué la violence armée au cours des derniers jours.

Le clan de Ben Ali a pour sa part subi une perte. On a reçu la confirmation hier qu'un des gendres du président, Imed Trabelsi, poignardé la semaine dernière, a succombé à ses blessures.

Aux armes, citoyens

Inquiets du déferlement de violence et ayant de la difficulté à en déterminer les responsables, des citoyens se sont constitués en comité pour protéger leurs quartiers.

De jeunes hommes dans la vingtaine, armés de bâtons et de matraques, mettent sur pied des barricades de fortune, contrôlent les véhicules et immobi-

Ils ne vont pas nous ramener en arrière», témoigne Youssef Zékri, quincailler et chef pâtisier de 22 ans qui s'est joint au comité de surveillance de son

sionnés par le courage de leurs concitoyens qui ont bravé les avertissements et la répression de la police pour prendre part à des manifestations.

émeutes populaires à Gafsa, l'information a été étouffée, mais cette fois, l'information est partout», s'enthousiasme Hamadi Baklouti, professeur d'enseignement technique.

Dans un pays où la presse a été gardée sous une chape de plomb pendant deux décennies et où toute dissension politique pouvait se traduire en oppression, cette nouvelle liberté d'expression et cette libre circulation de l'information est selon lui un des plus beaux fruits de la révolution de Jasmin, nom que donnent les Tunisiens au mouvement populaire qui a changé la face de leur pays. «C'est un grand moment pour notre pays», note-t-il alors qu'en arrière-plan, on entend le bruit des fusils.

— Avec l'AFP

« On a réussi à faire une révolution dans notre pays, mais depuis, il y a des hommes armés qui tirent n'importe où. Ils ne vont pas nous ramener en arrière », dit Youssef Zékri, 22 ans, qui s'est joint au comité de surveillance de son quartier.

lisent les pilliers avant de les remettre à l'armée. Au centre-ville, hier, on croisait un de ces groupes tous les 50 mètres. L'un d'entre eux venait tout juste d'arrêter six jeunes hommes qui s'approprièrent à s'en prendre à un commerce.

« On a réussi à faire une révolution dans notre pays, mais depuis, il y a des hommes armés qui tirent n'importe où.

quartier. « On ne dort pas ces jours-ci. On monte la garde de 17h le soir à 4-5h du matin », ajoute-t-il fièrement.

Inquiets, mais fiers

Le sentiment de fierté, mêlé d'inquiétude, qu'exprimait hier Youssef Zékri est largement partagé parmi les Tunisiens rencontrés au cours des derniers jours. Tous se disent impres-

De leur maison de la rue Mohammed Ali, où ont débuté à Tunis les manifestations du dernier mois, Hamadi Baklouti et Sondes Bakar ont documenté autant la violence que les gestes de bravoure qui ont eu lieu sous leur fenêtre et les ont mis en ligne sur Facebook, comme des milliers d'autres Tunisiens. « La dernière fois qu'il y a eu des

LISEZ L'ÉDITORIAL DE MARIO ROY EN PAGE A18

Retour à la normale ?

Décreté vendredi par le président Ben Ali avant son départ, l'état d'urgence limite de façon draconienne la liberté des Tunisiens, qui espèrent que les choses rentreront dans l'ordre dès aujourd'hui. Fermés depuis trois jours, les commerces et les banques devraient ouvrir aujourd'hui et une bonne partie de la population devrait rentrer au travail. Les écoles et les universités, elles, devraient rester fermées. Le couvre-feu est toujours en vigueur entre 18h et l'aube. L'espace aérien, fermé pendant quelque 24 heures, a rouvert samedi, mais des milliers de personnes arrivées en soirée et en pleine nuit ont été obligées de dormir sur le plancher de l'aéroport de Tunis-Carthage en attendant la fin du couvre-feu.

— Laura-Julie Perreault

Un Algérien meurt après s'être immolé par le feu

Un Algérien, qui s'était immolé samedi par le feu dans une ville proche de la frontière avec la Tunisie, a succombé à ses blessures hier alors que trois autres ont tenté au cours des derniers jours d'en faire autant.

Mohcin Bouterfi, 37 ans, est mort hier en fin d'après-midi au service des grands brûlés de l'hôpital Ibn Rochd d'Annaba où il avait été admis la veille après s'être aspergé d'essence et avoir mis le feu à son corps devant la mairie de la ville minière de Boukhadra, à l'est de Tebessa, a indiqué à l'AFP un membre de sa famille.

L'homme faisait partie d'un groupe d'une vingtaine de jeunes rassemblés devant la mairie pour protester contre le refus du maire de les recevoir, selon des habitants de la région. Ils demandaient des emplois et un logement. La victime, père d'une fillette, entendait par ce geste désespéré « dénoncer l'attitude de mépris affichée à son égard par les élus de cette commune », selon la même source.

Plusieurs suicides ont été enregistrés en Tunisie depuis le 17 décembre, date à laquelle Mohamed Bouaziz, 26 ans, vendeur ambulant sans permis, s'est immolé par le feu pour protester contre la saisie de sa marchandise, déclenchant des émeutes sans précédent en Tunisie. Ces émeutes ont abouti au départ du président Ben Ali. — AFP

Sit-in en Jordanie

Près de 3000 syndicalistes, islamistes et membres de partis de gauche ont participé hier à un sit-in à Amman devant le Parlement pour protester contre l'inflation et la politique économique du gouvernement, selon un journaliste de l'AFP sur place. « En Jordanie, nous souffrons des mêmes maux qui ont affecté la Tunisie, et nous devons mettre fin à l'oppression, ainsi qu'aux entraves aux libertés et à la volonté du peuple », a affirmé le chef des Frères musulmans, Hammam Said, dans un discours. Après avoir fait l'éloge des Tunisiens qui « se sont débarrassés de leur dictateur », il a souligné que le peuple jordanien « n'acceptera pas d'avoir faim ». Quelque 25% des Jordaniens vivent sous le seuil de la pauvreté, selon une étude du Conseil économique et social jordanien. — AFP



PHOTO REUTERS

L'armée tente tant bien que mal de maîtriser la situation ; des soldats et des chars d'assaut étaient déployés au centre-ville de Tunis hier.

Vacances écourtées pour des Canadiens

VALÉRIE SIMARD

« La situation s'est détériorée à Sousse. Nous respectons la consigne de rester confinés à l'hôtel. » Le Gatinois Marc Jacques Girard fait partie de quelque 1000 Canadiens qui se trouvent présentement en Tunisie. Même si la situation dans cette ville touristique est plus calme qu'à Tunis, la capitale, M. Girard s'est résigné à rentrer au pays.

En vacances en Tunisie depuis le 2 janvier avec un ami, Marc Jacques Girard devait revenir au Canada le 26 mars. Or, devant la détérioration de la situation au cours des derniers jours et l'avertissement lancé par le ministère des Affaires étrangères, il a décidé

d'écourter son voyage. Un vol le ramènera à Montréal demain.

Outre M. Girard, huit autres Québécois séjournent actuellement au Marhaba Royal Salem. Six reviendront au Québec demain. Les trois autres entameront bientôt des démarches pour rentrer. La plupart des Européens étant rentrés chez eux, l'hôtel est presque vide.

Le ministère des Affaires étrangères du Canada, qui recommande d'éviter tout voyage non essentiel en Tunisie, n'a mis en place aucune mesure particulière pour rapatrier les Canadiens qui s'y trouvent. Le porte-parole du Ministère, Alain Cacchione, assure que « la situation en matière de sécurité en Tunisie est surveillée de près ».

Si plusieurs Québécois cherchent à rentrer, d'autres n'abandonnent pas l'idée de se rendre en Tunisie. Cesia Osoria de l'agence de voyages Sultana Tours indique que des voyageurs se sont envolés pour la Tunisie vendredi soir et qu'ils sont arrivés au pays samedi. « Les zones touristiques sont jusqu'à maintenant épargnées (par les troubles) », observe-t-elle.

Environ 15 000 touristes canadiens voyagent en Tunisie chaque année. La haute saison s'étend de mai à octobre.

Rassemblements

À Montréal, plus d'un millier de personnes, principalement d'origine tunisienne, ont marché au centre-ville, samedi

après-midi, pour exprimer leur appui au peuple tunisien. Sous les drapeaux rouges de la Tunisie, ils ont marché non seulement pour célébrer le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali, mais aussi pour appeler au respect des libertés civiles. Appuyées de plusieurs organismes et partis politiques, dont le Bloc québécois, Québec solidaire, la FTQ, la CSN et Amnistie internationale, les communautés tunisiennes du Canada ont tenu des rassemblements à Montréal, Québec et Ottawa. Elles réclament que le gouvernement canadien exerce des pressions sur les autorités tunisiennes pour qu'elles mettent fin à la violation des droits de la personne.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-01-16

Banco	02 05 06 11 12 13 17 19 23 27 31 36 37 42 54 55 56 57 63 68	Quotidien	3 402 4 4875	Triples	01 04 20 22 27
Astro	Jour - Mois - Année - Signe 30 AOÛT 70 TAUREAU	Extra	4082847		

Prochain gros lot : 3 000 000 \$ Structure de lots complète sur lotoquebec.com

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-01-15

649	10 15 35 42 44 47	39 compl.	Oncheb	21 28 31 36 38 47	10 compl.
Banco	05 08 09 10 12 13 16 22 32 35 37 39 42 44 46 47 50 56 59 68	Quotidien	3 978 4 5328	Triples	09 16 28 30 35
Astro	Jour - Mois - Année - Signe 18 DÉCEMBRE 19 GÉMEAUX	Extra	2484297		

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Perdez 20, 30 ou 40 livres

rapidement et sans avoir faim :
diète aux protéines ou basses calories

Nous vous proposons une solution efficace et durable.
Suivi assuré par des professionnels de la santé et de la nutrition

Montréal
6994, rue St-Denis 514 279-3999

Longueuil
644, Curé Poirier O. 450 679-4343

Laval
400, Saint-Martin O. 450 662-3222

Repentigny
405, Notre-Dame 450 470-1111

Saint-Hyacinthe
2587, Sainte-Anne 450 261-9898



CLINIQUE
Maigrir en Santé

Ligne sans frais : 1 888 853-9898

www.cliniquemaigririnsante.ca

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

La rue tunisienne



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Une telle chose que la démocratie par contagion est-elle possible? C'est cet argument qu'avait utilisé George W. Bush au moment de renverser le régime de Saddam Hussein, l'Irak libéré étant destiné à devenir le phare politique du monde arabe. Ça ne s'est pas produit, bien sûr: la démocratisation par le char d'assaut est en effet l'ultime oxymoron!

Aujourd'hui, en Tunisie, les événements sont très différents.

C'est la rue, la vraie « rue arabe », pour l'instant contaminée ni par l'extrême droite islamiste ni par quelque sous-agenda sectaire ou tribal, qui a renversé un régime autoritaire, corrompu et kleptomane. C'est la rue qui a imposé une succession intérimaire conforme à la constitution: samedi, le président du Parlement, Foued Mebazaa, a pris les rênes après que le régime agonisant eut tenté d'imposer le premier ministre du dictateur en fuite.

C'est la rue, en somme, qui a initié et conduit cette « révolution du jasmin », improbable il y a à peine quelques semaines. Laquelle révolution est encore très incertaine: hier, les arrestations, les désordres, les pillages, les affrontements armés entretenaient le doute sur ce qui attend la population dans les jours qui viennent.

■ ■ ■

Néanmoins, l'onde de choc a été ressentie dans toute la

Nos élèves, illettrés numériques...



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

On a introduit l'ordinateur dans les classes d'école, on remplace l'ardoise par des tableaux interactifs branchés sur l'internet, on multiplie les portails, les didacticiels et les labos informatiques.

Et pourtant, encore aujourd'hui, la plupart des élèves québécois ne savent pas comment naviguer adéquatement dans cet océan d'information. Affligeant!

Bien sûr, les jeunes se meuvent avec aisance dans l'univers technologique, ils savent comment utiliser un traitement de texte, calculer en déplaçant leur souris et mener une recherche sur Google. Mais la plupart d'entre eux sont incapables d'aller plus loin que les premiers résultats présentés, de naviguer de façon efficace, de discriminer les bons des mauvais sites, de lire ce qu'ils dénichent avec un sens critique. Bref, de surfer intelligemment.

Les parents le voient bien. Leurs enfants n'ont parfois, comme tout devoir, qu'à « faire une recherche » sur le web ou à « trouver de l'information » sur un événement, sans qu'il soit question du choix des sources, de la fiabilité des données ou de l'éthique entourant le copié-collé...

La chose ne fait pas les manchettes, mais elle n'en est pas moins choquante, car les exclus de la société du savoir seront ceux qui ne s'y retrouveront pas.

Tout comme un crayon ne permet pas d'apprendre à écrire, un branchement à l'internet ne permet pas

région, semant l'inquiétude dans quelques palais.

Assez comiquement, c'est Mouammar Kadhafi, l'impayable leader libyen (lui-même en poste depuis 41 ans!), qui a le premier exprimé sa « peine » devant la « révolution bolchévique » (sic) ayant entraîné la chute du président Zine el-Abidine Ben Ali...

Mais c'est en Égypte, en Jordanie et au Yémen que des manifestations ont eu lieu sur le modèle tunisien. Sans compter qu'à Montréal même, des Algériens se sont joints aux manifestations de solidarité. Au Caire, on a scandé « Moubarak, le suivant! » devant l'ambassade de la Tunisie. À Sanaa, des milliers d'étudiants ont porté des banderoles appelant le « changement pacifique et démocratique (pour) un nouveau Yémen. »

Encore une fois, ce sont les réseaux sociaux, et en particulier Facebook, qui sont au centre de l'affaire.

Au moyen de ce véhicule, l'image du jeune Mohamed Bouazizi, qui s'est immolé par le feu, a été transformée en une icône nationale, puis internationale. « Les Arabes se sont identifiés à ce jeune Tunisien parce que ses problèmes, le chômage, la corruption, l'autocratie, le déni des droits humains, sont les problèmes de tous. Toute la région souffre d'un déficit de dignité », décrit Roger Hardy, analyste à la BBC.

Parlant à Doha, au Qatar, il y a quelques jours, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, avait prédit la rébellion si les potentats arabes – qui, selon ses mots, ne font que « s'enfoncer dans le sable » – refusaient les réformes économiques et politiques.

Se doutait-elle que le pouvoir tunisien, le premier, allait quelques heures plus tard être complètement enseveli?



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

Une situation lamentable

En Tunisie comme dans le reste du monde arabe, le pouvoir a neutralisé les individus au point où l'opposition a été laminée et la société civile désarticulée



JOCELYN COULON

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERUIM.

Les Tunisiens se sont débarrassés d'une famille régnante rapace et obscène, mais il n'est pas certain du tout que le système en place depuis 23 ans s'éclipsera au profit d'une gouvernance démocratique. Après tout, les voisins, en Algérie, se battent depuis 1988 afin d'établir une société plus libre et prospère avec des résultats bien médiocres. Par exemple, 46 % des jeunes sont au chômage. En tout cas, la révolte en Tunisie soulève la question de la démocratisation du monde arabe.

Au cours des sept dernières années, des chercheurs et des intellectuels arabes ont rédigé cinq rapports sur le développement humain dans le monde arabe. Malgré des progrès indéniables au cours des trois dernières décennies, la situation est lamentable et aucune région de la planète ne présente un tableau aussi affligeant. À peu près tous les indicateurs sont au rouge dans la majorité des 22 États étudiés. Le chômage touche le monde arabe beaucoup



PHOTO ZOHRA BENSEMRA, REUTERS

Une femme, qu'on voit à travers une vitre brisée, marche près de la piscine de Kaif Ben Ali – neveu du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali –, qui a quitté son domicile.

Sur le plan politique, la démocratie est limitée et contrôlée. Selon les auteurs du rapport de 2004, « l'État arabe moderne, au sens politique, est proche de ce modèle astronomique, par lequel l'appareil exécutif ressemble à un "trou noir" qui convertit son environnement social dans un cadre dans lequel rien ne se déplace et d'où rien n'échappe ». Tous les leaders arabes sans exception exercent un pouvoir absolu et certains présidents le transmettent ou pensent le transmettre à un de leurs fils (Égypte, Libye, Syrie). La Tunisie est l'un des exemples

et religieux. Ils sont essentiellement prédateurs et aux mains d'un clan.

Un tel bilan laisse songeur quant aux possibilités réelles de la démocratie à prendre racine. Pour autant, les auteurs ne sont pas complètement pessimistes. Dès 2004, ils écrivent, prémonitoires, que c'est de la rue qu'émergera le changement et que la technologie jouera un rôle dans la transformation du monde arabe. À moins qu'elle n'ait déjà été confisquée, la première « révolution » à avoir réussi à travers l'internet et Facebook semble leur donner raison.

Malgré des progrès indéniables au cours des trois dernières décennies, la situation est lamentable et aucune région de la planète ne présente un tableau aussi affligeant.

plus que toute autre région en développement, et la diffusion des connaissances recule. Les femmes sont toujours marginalisées, quand elles ne sont pas considérées comme mineures toute leur vie. La manne pétrolière ne profite pas à tous, l'économie stagne et les institutions ne permettent pas aux citoyens de participer pleinement aux processus publics. Les médias sont aux ordres et les libertés civiles brimées. Le monde arabe « entre dans le XXI^e siècle sans le moindre atout en matière d'avantages comparatifs », écrivent les auteurs du rapport de 2002.

de ce modèle où le pouvoir a neutralisé les individus au point où l'opposition a été laminée et la société civile désarticulée.

Le cinquième et dernier rapport, publié en décembre 2009, établit des constats lucides et combien d'actualité compte tenu des attentats commis récemment contre des minorités religieuses et la chute de Ben Ali. Pour les auteurs, les États sont la source même de l'insécurité et de la répression alors qu'ils devraient assumer leurs responsabilités de protection des citoyens. Ils aggravent les conflits eth-

On ne s'entend pas sur les causes profondes de l'immobilisme politique et de l'échec de la démocratie dans le monde arabe. Sur cette question, les débats sont acrimonieux et idéologiquement colorés. Une chose demeure certaine: le chemin sera long, car la démocratie ne s'instaure pas du jour au lendemain et demeure fragile, comme on peut le constater aujourd'hui en Russie et dans certains pays d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. L'avenir n'est pas écrit d'avance, mais dans le monde arabe, le ciel reste toujours couvert.

QU'EN PENSEZ-VOUS?
 forum@lapresse.ca

À BIEN Y PENSER

Claude Garcia, celui qui présidait le comité de vérification de la Caisse de dépôt pendant la période où cette dernière a perdu 40 milliards de dollars, est maintenant devenu adéquate. C'est ironique. L'ADQ n'est-elle pas le parti qui a le plus dénoncé la mauvaise gestion de la Caisse? Même le gouvernement libéral n'a pas voulu renouveler le mandat de ce monsieur. Comment l'ADQ peut-elle le nommer à la tête de son comité politique sans rire? — Jean-Pierre Girard, Châteauvieux

FORUM

La sainte alliance



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Avant les Fêtes, une nouvelle entité politique est née au Québec, l'Alliance sociale, en principe un mouvement qui veut lutter contre la montée de la droite et proposer une solution de rechange progressiste.

Je dis en principe parce qu'il s'agit moins d'un mouvement politique que d'une coalition syndicale comme on les connaît bien au Québec. Tout le monde est là – la FTQ, la CSN, la CSQ, la CSD, les syndicats des professionnels du gouvernement, des fonctionnaires, des professionnels de la santé. Heureusement, deux associations étudiantes, la FEUQ et la FECQ, sont venues à la rescousse pour créer l'illusion de la diversité.

Si les leaders syndicaux de cette alliance appuyaient le seul parti qui épouse leurs vues, Québec solidaire, ils se feraient lyncher par leurs membres.

L'idée des leaders syndicaux était probablement qu'un paravent politique au discours progressiste permettrait d'enrober ce qui n'est rien d'autre que la défense des employés de l'État aux prises avec des mesures d'austérité. L'enjeu est légitime, mais peu susceptible de créer un vaste mouvement de sympathie dans la population.

Car ce regroupement est moins le porteur d'un projet de gauche fouillé qu'un prévisible mouvement d'opposition au dernier budget du gouvernement Charest. On est contre ses mesures dites de droite – taxe sur la santé, hausse éventuelle des droits de scolarité. On veut faire payer les riches. Mais surtout, on est contre l'engagement de ramener le déficit à zéro en trois ans, en 2013-2014. Un rythme jugé beaucoup trop rapide.

Depuis 40 ans, pour des raisons que l'on devine, les centrales syndicales ont été au premier rang de ceux qui s'opposaient à l'élimination du déficit et à la réduction de la dette. Rétrospectivement, elles avaient tort. Cela sera encore le cas cette fois-ci.

Il est vrai que, dans plusieurs pays industrialisés, on ne veut pas s'attaquer aux déficits engendrés par la crise avec trop d'empressement, pour éviter que la rigueur financière ne compromette la reprise. Mais on ne peut pas importer ce discours au Québec.

D'abord parce qu'ici, la récession est bel et bien terminée. Pendant que certains pays, comme les États-Unis et la France, n'arrivent pas à casser le chômage, le Québec a non seulement récupéré tous les emplois éliminés pendant la crise, il en a créé 67 800 de plus. Mais aussi parce que le Québec a des problèmes qui lui sont propres. Parce que sa dette était déjà très élevée avant la récession, chaque année de déficit fait plus mal qu'ailleurs. Et parce qu'il s'approche d'un plateau démographique, plus il attend pour s'attaquer au déficit, plus ce sera difficile.

Voilà le genre d'idées de droite que veut combattre l'Alliance sociale. Le problème, c'est que c'est non seulement le point de vue du gouvernement libéral, mais que c'est aussi celui du PQ et de l'ADQ, qui craignent surtout que le gouvernement n'arrive pas à respecter ses objectifs. C'est aussi ce que croient une majorité de Québécois. En fait, un seul député n'est pas d'accord, Amir Khadir le bien-aimé.

Cela suscite une remarque arithmétique. Sur papier, cette alliance représente quelque chose comme 1,4 million de personnes. Québec solidaire, seul parti sur la même longueur d'onde, n'a recueilli que 122 618 voix dans l'ensemble du Québec aux dernières élections. Cherchez l'erreur.

Ensuite, une réflexion sur la démocratie. Quand le mouvement syndical s'oppose à de grandes orientations de mesures publiques, qu'il est en porte-à-faux avec le discours dominant, n'y a-t-il pas un moment où il devrait cesser de se contenter d'un confortable rôle de groupe de pression pour choisir un engagement politique plus formel?

Poser la question, c'est y répondre. Si les leaders de cette alliance appuyaient le seul parti qui épouse leurs vues, Québec solidaire, ils se feraient lyncher par leurs membres. Et s'ils se présentaient eux-mêmes à l'électorat avec leurs idées, ils se feraient laver. Il n'est pas inutile de le rappeler.

Au pays des moratoires

Dire continuellement non alors que la planète continue de tourner nous condamne à l'isolement, à l'appauvrissement et au sous-emploi

YVAN LOUBIER



L'auteur est économiste et conseiller principal au cabinet de relations publiques NATIONAL. La firme et M. Loubier sont engagés dans certains des dossiers mentionnés dans ce texte.

Alors que, partout dans le monde, les États multiplient actions et créativité afin de relancer leur économie, susciter des projets économiques structurants et diversifiés, attirer l'expertise et les investissements étrangers à haut niveau de risque dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, le Québec se positionne en marge de ce mouvement planétaire.

À coups de suspicion constante envers l'État québécois, de présumés complots, de demandes de moratoires pour le projet pétrolier Old Harry, les gaz de schiste, les éoliennes, l'uranium, nous réunissons toutes les conditions pour décourager les initiatives et les investissements privés, véritables moteurs de création de richesse et d'emplois.

Nous disons également au reste du monde qu'au Québec, malgré les défis colossaux que nous avons à relever (dont la cinquième dette publique parmi les plus importantes de tous les pays industrialisés), nous pouvons faire cavalier seul; que le Québec n'est plus une terre d'accueil pour le développement des affaires; que les détenteurs de capitaux à haut niveau de risque, rares par les temps qui courent, sont invités à

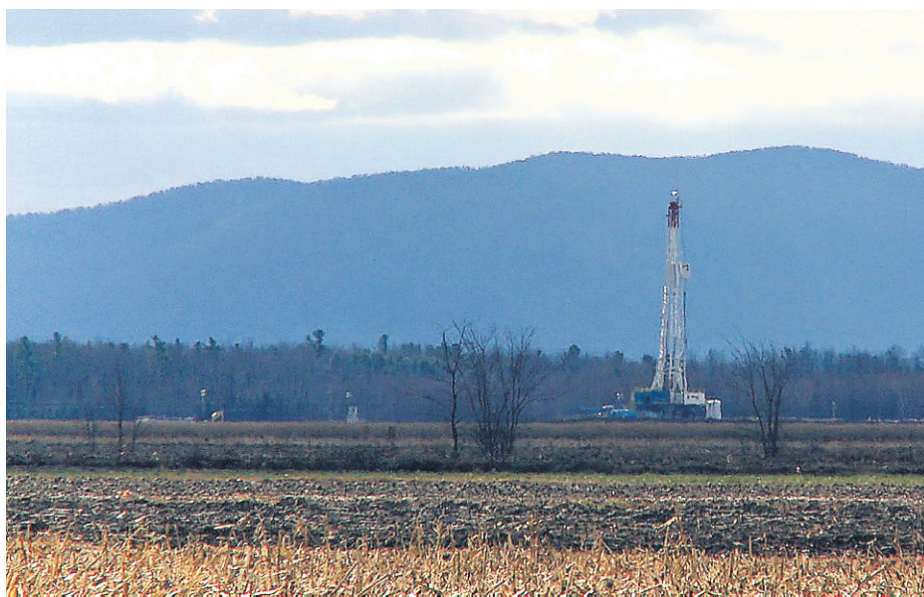


PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Le Québec est-il encore une terre d'accueil pour le développement des affaires? Les détenteurs de capitaux risquent d'investir ailleurs, là où ils seront bienvenus, là où ils pourront faire part de leurs projets aux communautés et échanger sans se faire vilipender et insulter.

Les occasions économiques passent, les occasions de création de richesse aussi. Et imaginer où le Québec en serait aujourd'hui si, en regard de la pérennité de nos rivières, les artisans de la Révolution tranquille avaient eu ce raisonnement avec le développement hydroélectrique. Leur audace et leur détermination ont changé, en quelques décennies, la face économique du Québec.

Nous pouvons répéter cette révolution en exploitant intelligemment nos ressources, en sachant profiter des occasions actuelles que nous offre un

le cas pour Terre-Neuve-et-Labrador. Historiquement province la plus pauvre du Canada, elle a maintenant le deuxième PIB par habitant après l'Alberta et ne reçoit plus de péréquation depuis deux ans.

La Norvège est un autre bon exemple de pays qui ont su profiter des occasions. Troisième pays producteur de pétrole et de gaz naturel du monde après l'Arabie Saoudite et la Russie, elle s'est constituée un fonds patrimonial de 900 milliards de dollars, 185 000 \$ pour chacun des 5 millions de Norvégiens, à partir de l'exploitation et l'exportation du pétrole et du gaz de la mer du Nord. Pourrait-on, nous aussi, troquer notre situation d'endettement pour un tel fonds patrimonial constitué à partir de nos ressources naturelles?

On ne doit certes pas accepter n'importe quoi sans débat public sur des questions concernant la qualité des milieux de vie, la sécurité et l'environnement. Mais tout est une question d'attitude. Dire continuellement NON, croire qu'on peut arrêter le temps, garder tous nos joues, l'espace d'un an, deux ans, trois ans de moratoire, alors que la planète entière, elle, continue de tourner et les possibilités d'investir ailleurs qu'au Québec sont illimitées, nous condamne à l'isolement, à l'appauvrissement et au sous-emploi. Il faut réapprendre à dire OUI, un oui enthousiaste et audacieux, mais à nos conditions. Voilà toute la différence!

Nous sommes parmi les rares privilégiés sur cette planète à disposer d'autant de ressources sur leur territoire et les seuls, absolument les seuls, à ne pas sembler vouloir en profiter.

investir ailleurs, là où ils seront bienvenus, là où ils pourront faire part de leurs projets aux communautés et échanger sans se faire vilipender et insulter.

Nous sommes parmi les rares privilégiés sur cette planète à disposer d'autant de ressources sur leur territoire et les seuls, absolument les seuls, à ne pas sembler vouloir en profiter.

On entend très souvent de surcroît que ces ressources seront encore dans le sous-sol pour plusieurs générations et qu'il vaut mieux prendre tout le temps de réfléchir sur la meilleure façon d'en tirer profit. Rien n'est plus faux.

portfolio énergétique potentiel prometteur regroupant l'électricité de toutes sources, le gaz naturel, le pétrole, les minéraux énergétiques; un portfolio stratégique qui fait l'envie du monde.

Prenons l'exemple du pétrole qui se transige aujourd'hui à un niveau record de 92 \$ le baril et qui dépassera les 100 \$ cette année et les années suivantes. S'il advenait que les gisements espérés dans le golfe du Saint-Laurent remplissent leurs promesses, le portrait du Québec, province pauvre au sens de la péréquation fédérale, pourrait diamétralement changer comme ce fut

RÉPLIQUE

L'illusion fédéraliste

LOUISE BEAUDOIN



L'auteure est députée péquiste de Rosemont et ex-ministre des Relations internationales.

Denis Saint-Martin, ancien conseiller du premier ministre Paul Martin, a visiblement mal lu mon intervention au colloque Philippe-Séguin tenu à Paris, à l'Assemblée nationale, vendredi dernier.

Je n'y ai pas parlé de la reconnaissance internationale du Québec par la France à la suite d'un référendum positif sur la souveraineté. Dans son livre *Plus français que moi, tu meurs!*, Philippe Séguin faisait une comparaison entre la construction européenne menée dans un premier temps par le couple franco-allemand et la nécessaire relance de la francophonie par le couple franco-québécois. C'est ce dont je parlais.

Quant au premier ministre François Fillon, dans son discours de clôture, il a déclaré: «L'Europe, la grande Europe à laquelle la Russie doit être associée, la Méditerranée, le Québec, tous ces espaces chers à Philippe Séguin sont autant d'ouvertures vers lesquelles l'universalisme doit tendre.» C'est donc que le Québec, pour la France, est un élément stratégique capital, contrairement à ce que dit le professeur Saint-Martin.

Mais puisque M. Saint-Martin veut parler de la reconnaissance internationale du Québec, parlons-en.

Les fédéralistes québécois ont un rêve. Qu'en cas de choix démocratique des Québécois pour la souveraineté, la France «lâche» le Québec. La France, nous répète-t-on depuis au moins 20 ans, est maintenant tellement engoncée dans l'Europe qu'elle ne pourrait faire cavalier seul et reconnaître la décision démocratique des Québécois.

Pour la France, le Québec est un élément stratégique capital.

Cette vieille thèse fut reprise dans *La Presse* le 13 janvier par le professeur et européeniste Denis Saint-Martin.

C'est un scientifique, son opinion devrait donc s'appuyer sur des faits. Or M. Saint-Martin oublie – ou feint d'oublier – le précédent d'octobre 1995, alors que la France faisait depuis des décennies partie de l'Europe. Au grand déplaisir du Parti libéral fédéral, Jacques Chirac avait annoncé publiquement sur les ondes de CNN qu'en cas de victoire du Oui, la France reconnaîtrait le choix politique des Québécois. Depuis, les historiens ont publié la déclaration que l'Élysée avait préparée en

cas de victoire du oui et qui aurait affirmé cette position, annonçant même à l'avance que la France allait reconnaître le nouvel État, une fois conclues les négociations souhaitées entre le Québec et le Canada. En aucun cas la France n'allait demander de permission à l'Europe.

La France allait prendre cette décision forte, sachant que Jean Chrétien, lui, refuserait de reconnaître la décision québécoise.

M. Saint-Martin tente de nous faire croire que le choix de la France d'accompagner le Québec quelle que soit la voie qu'il décidera de suivre est une idée des années 60 et du «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. La France du XXI^e siècle, dit-il, est ailleurs. Il oblitère ainsi la vérité historique de la réaffirmation de cette position par tous les acteurs au cours des 40 dernières années (à la seule exception du président Sarkozy, contredit par certains leaders à droite). Il passe en particulier sous silence la décision du Parti socialiste, en 2010, donc en plein XXI^e siècle, de réinscrire son appui au Québec dans son programme électoral. Le PS, M. Saint-Martin le sait peut-être, pourrait être reporté au pouvoir l'an prochain.

Voilà quelques faits qu'un scientifique, il me semble, devrait considérer avant de prendre ses illusions pour des réalités.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOLEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

MONDE

Bébé Doc rentre en Haïti

À quelques jours du 25^e anniversaire de sa chute, Jean-Claude Duvalier provoque la surprise



CAROLINE TOUZIN
ENVOYÉE SPÉCIALE
HAÏTI

Liliane Pierre-Paul est sous le choc. Son bourreau, Jean-Claude Duvalier, surnommé Bébé Doc, est rentré en Haïti, hier, après 25 ans d'exil.

« C'est l'échec du mouvement démocratique haïtien. Je me demande s'il n'y a pas eu une manipulation sciemment orchestrée par certains pays occidentaux comme la France et les États-Unis avec l'accord du président René Préval. Ou bien si c'est plutôt une diversion du président lui-même, lance la directrice de la programmation de Radio Kiskeya. Pour l'instant, j'ai surtout plus de questions que de réponses. »

M^{me} Pierre-Paul a été arrêtée sous le régime de Bébé Doc, torturée en prison et forcée à l'exil. « Le retour de Duvalier au pays vient compliquer une situation éminemment complexe », ajoute la journaliste qui vit dans la capitale haïtienne.

« J'espère simplement que cela ne va pas compliquer une situation politique déjà tendue. » — Jean-Max Bellerive, premier ministre d'Haïti

L'ex-dictateur de 59 ans a atterri à Port-au-Prince en début de soirée à bord d'un vol d'Air France. Alors qu'il se trouvait



« Je suis venu pour aider », a laconiquement déclaré Jean-Claude Duvalier, maintenant âgé de 59 ans, à son retour en sol haïtien.

avec sa conjointe Véronique Roy à l'intérieur de l'aéroport, M. Duvalier a déclaré aux médias présents: « Je suis venu pour aider » le peuple haïtien. Bébé Doc a pris le pouvoir en 1971 alors qu'il n'avait que 19 ans, à la suite de la mort de son père, François Duvalier, surnommé Papa Doc.

Le séisme dévastateur du 12 janvier 2010 aurait poussé le couple, qui vivait en France depuis 25 ans, à revenir en Haïti, selon la conjointe de l'ex-dictateur interrogée par l'AFP. « C'est beaucoup d'émotion. On ne s'attendait pas à cet accueil », a-t-elle ajouté, alors que des dizai-

nes de partisans de l'ancien président « à vie » s'étaient déplacés, munis de drapeaux haïtiens pour l'occasion.

Pour sa part, le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive a déclaré à l'AFP: M. Duvalier « est un citoyen haïtien qui rentre au pays comme il en a le droit. J'espère simplement que cela ne va pas compliquer une situation politique déjà tendue ».

« Comme un cheveu sur la soupe »

« Il arrive vraiment comme un cheveu sur la soupe », dit la documentariste Rachèle

Magloire, dont le retour de l'ex-dictateur ravive aussi de douloureux souvenirs. Ses parents se sont installés à Montréal, lorsqu'elle avait 4 ans, pour fuir la dictature.

La documentariste est revenue vivre en Haïti lorsque Duvalier fils a été chassé du pouvoir par une révolte populaire. « Il a volé tant d'argent. Il a causé tant de morts et tant de déchirements familiaux », se souvient-elle. Duvalier fils a dirigé pendant 15 ans un régime corrompu, répressif et multipliant les atteintes aux droits de l'homme par l'intermédiaire de sa milice, les tontons macoutes.

Les autorités d'Haïti estiment que plus de 100 millions de dollars ont été détournés par les Duvalier sous le couvert d'œuvres sociales jusqu'à la chute de Bébé Doc, en 1986. En 2007, l'ex-patron des tontons macoutes a demandé pardon au peuple haïtien pour les torts causés.

Après que la France l'eût accueilli en 1986, Jean-Claude Duvalier a profité d'une retraite dorée dans de vastes demeures de la Côte d'Azur. En 2002, les autorités suisses ont gelé des fonds volés par la famille du dictateur. Bébé Doc a épuisé tous les recours pour les récupérer. Quelque 5 millions d'euros ont ainsi été versés l'an dernier à des œuvres de charité haïtiennes.

« Qui sera le prochain à revenir? Aristide? C'est certain que ses partisans vont réclamer son retour, encouragés par celui de Duvalier », croit pour sa part Cyrius Sibert, animateur de radio populaire au Cap-Haïtien. Comme Duvalier fils avant lui, Jean-Bertrand Aristide a été poussé à quitter le pouvoir précipitamment en 2004. Il vit depuis en Afrique du Sud.

La nouvelle du retour de Duvalier fils a pris tout le monde par surprise, hier, dans le pays des Antilles. Ce retour survient quelques jours seulement après le premier anniversaire du séisme meurtrier.

Haïti est également plongé dans une impasse politique. Le second tour de l'élection présidentielle, qui devait se tenir hier, a été reporté. Le premier tour a été entaché d'irrégularités au point où le candidat du pouvoir, Jude Célestin, devrait être écarté du second tour, a récemment recommandé l'Organisation des États américains.

— Avec AFP et Reuters

L'épargne-retraite qui dure toute une vie.

Prenez votre retraite en toute confiance avec notre solution exclusive BMO Paiements à vie.

- Une source d'argent mensuelle stable et garantie pour le reste de votre vie
- Un report d'impôt pendant 25 ans
- La croissance potentielle des placements

Passez en succursale et consultez un professionnel en placement pour en savoir plus sur BMO Paiements à vie. Maximisez vos économies et vos placements avec la Formule futée BMO^{MD} pour investir.

Composez le 1-800-665-7700 ou visitez bmo.com/pourinvestir

Paiements garantis de

6%
par an

versés tous les mois à vie, après une phase de croissance de 10 ans

BMO  Banque de Montréal

Ça a du sens. Profitez.SM

Le présent sommaire est publié à titre informatif. Il vise uniquement à fournir des renseignements généraux sur les dépôts BMO Paiements à vie et ne doit pas être interprété comme des conseils en placement ni comme une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat. Les dépôts BMO Paiements à vie procurent à leur détenteur des versements réguliers et la possibilité d'un rendement additionnel à l'échéance. Ces dépôts ne sont pas couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou tout autre organisme. Tout placement dans les dépôts BMO Paiements à vie est soumis à certains risques dont les investisseurs doivent tenir compte avant d'investir dans les dépôts BMO Paiements à vie. Il est recommandé aux investisseurs de lire attentivement le Document d'information principal avant d'investir et de discuter avec le professionnel en placement de leur succursale pour déterminer si ce produit leur convient. ^{MD}Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

cyberpresse.ca

LA PRESSE

EXCELLENCE **PERSONNALITÉ DE L'ANNÉE 2010**

LE CŒUR À L'HONNEUR

Les humanitaires **Sylvain Couture, Vincent Echavé, Nicole Pageau** et **David Payne** ont été sacrés, hier, Personnalité de l'année 2010 *La Presse*/Radio-Canada. PAGES A10

À LIRE AUSSI NOTRE CAHIER EXCELLENCE

TUNISIE APRÈS LA JOIE, LA V



HYUNDAI^{MC}

**NOS INGÉNIEURS
ONT TOUT MIS
EN OEUVRE...**





... POUR CRÉER LA VOITURE QUI INSPIRE DÉJÀ LES ÉLOGES DES CHRONIQUEURS AUTOMOBILES.

LA TOUTE NOUVELLE ELANTRA 2011



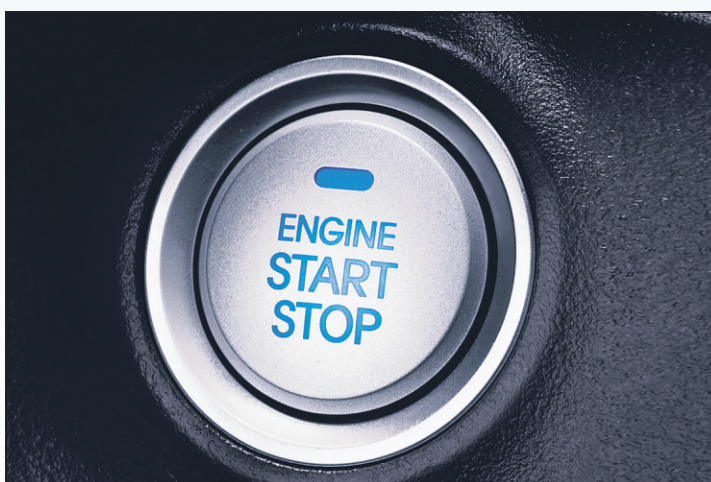
Les lignes résolument modernes de la nouvelle Elantra lui confèrent un attrait indéniable, mais elles lui permettent surtout d'afficher un coefficient aérodynamique de 0,28 qui n'est pas étranger à son rendement éconergétique, avec une cote de consommation combinée de seulement 6,0 L/100 km*.



Parce que la beauté n'est pas tout, l'Elantra est dotée de caractéristiques de sécurité de premier ordre, comprenant le contrôle électronique de la stabilité avec antipainage¹, les freins ABS, un répartiteur de la force de freinage et 6 coussins gonflables² de série.



Les sièges avant et arrière chauffants livrables seront très appréciés lors des grands froids et rendent vos déplacements hivernaux plus confortables. Avec un espace intérieur total de 3 127 litres, l'Elantra offre un habitacle spacieux et une capacité de chargement supérieure, à tel point que cette compacte est maintenant considérée comme une intermédiaire par ÉnerGuide.



Une clé de proximité et un bouton de démarrage livrables facilitent le déverrouillage et le démarrage, tandis que le système téléphonique mains libres[◇] Bluetooth[®] de série avec activation vocale, prise auxiliaire pour iPod[®] et le port USB vous permettent d'utiliser et de recharger vos appareils de communication préférés.



L'ELANTRA 2011



À partir de 17 359 \$*

Frais, livraison et destination inclus.

LA TOUTE NOUVELLE ELANTRA 2011

UN DESIGN INSPIRANT, C'EST BRILLANT.



La silhouette sculpturale de la toute nouvelle Elantra 2011 n'est que sa caractéristique la plus frappante. Parce que chez Hyundai, nous ne nous préoccupons pas seulement de l'attrait que suscite le design de nos véhicules. Notre philosophie est de nous surpasser constamment, à tous points de vue. Car nous croyons que les besoins de nos clients doivent toujours se trouver au premier plan de nos préoccupations. C'est pourquoi nous avons investi des milliards de dollars en recherche, en design, en sécurité, en essais et en procédés de fabrication. Et avec les nombreux prix que nous avons obtenus pour la qualité, la fiabilité et le rapport qualité-prix de nos véhicules, nous ne pouvons nous empêcher d'être fiers. Mais au bout du compte, tout ce que nous faisons, nous le faisons pour vous. Nous nous engageons à surpasser toutes vos attentes pour vous offrir les véhicules dont vous avez besoin et que vous souhaitez conduire. Pour que vous soyez vraiment fiers du véhicule que vous possédez.

La toute nouvelle Elantra 2011. Brillante sur toute la ligne.

^{MC} Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp.

♦ Prix de base de l'Elantra L 2011 à boîte manuelle 6 vitesses, 17 359 \$. Frais de 15 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus), frais de livraison et de destination de 1 495 \$ pour l'Elantra 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant.

Le modèle montré est l'Elantra Limited avec ensemble Navigation, 26 309 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur), frais de livraison et de destination de 1 495 \$ pour l'Elantra 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Tous les détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule.

* Comparaison basée sur les cotes de consommation combinées de l'Elantra 2011, manuelle 6 vitesses, (6,0 L/100 km) et les cotes de consommation combinées d'ÉnerGuide 2011 pour les véhicules intermédiaires. Le nom XM[®] est une marque de commerce enregistrée de XM Satellite Radio Inc. Toutes les autres marques de commerce sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. iPod[®] est une marque de commerce enregistrée d'Apple Inc.

1 Le système de contrôle électronique de la stabilité (ESC) et l'antipatinage sont conçus afin d'améliorer la sécurité et le comportement du véhicule sous différentes conditions, et non pas à compenser pour des habitudes de conduite inappropriées.

2 Le système de retenue supplémentaire – SRS (coussins gonflables) est conçu pour une utilisation conjointement avec les ceintures de sécurité à trois points d'ancrage. Ce dispositif (SRS) se déploie dans certaines conditions lors d'un impact frontal ou latéral, lorsque des blessures sont plus susceptibles de survenir. Les coussins gonflables ne sont pas des substituts aux ceintures de sécurité qui devraient être portées en tout temps. Les enfants de moins de 13 ans doivent être attachés de façon sécuritaire sur la banquette arrière. Ne JAMAIS installer un siège d'enfant orienté vers l'arrière sur le siège avant d'un véhicule Hyundai.

Les spécifications, caractéristiques, illustrations, accessoires, matériaux, équipements et toute autre information dans cette publicité sont basés sur l'information la plus récente disponible au moment de la publication. Bien que les descriptions soient vraisemblablement exactes, leur précision ne peut être garantie. Hyundai Auto Canada Corp. se réserve le droit d'apporter tout changement ou modification en tout temps sans avis préalable et sans obligation de sa part, y compris et sans se limiter aux couleurs, spécifications, caractéristiques, accessoires, matériaux, l'équipement et aux modèles. Certains véhicules montrés avec équipement en option. Toutes les garanties Hyundai sont exemptes de franchise.

◇ Avec l'ensemble Navigation en option, les fonctions vocales du système mains libres Bluetooth[®] et de la navigation ne reconnaissent que les commandes en anglais.